



forus



RAPPORT
ANNUEL

2025

TABLE DES MATIÈRES



1

AVANT-PROPOS

4

NOTRE PRÉSENCE
MONDIALE

6

IMPACT DE FORUS
EN 2025 – UN
APERÇU

25

20 RÉALISATIONS DE 2025
DONT NOUS SOMMES
(PARTICULIÈREMENT) FIERES

26

PILIER CONNECTER

35

PILIER SOUTENIR

44

PILIER INFLUENCER

61

RENFORCEMENT DU SUIVI, DE
L'ÉVALUATION, DE LA
RESPONSABILISATION ET DE
L'APPRENTISSAGE (MEAL)

64

GOUVERNANCE DE FORUS

67

LE SECRÉTARIAT DE
FORUS

68

LES BAILLEURS DE
FONDS DE FORUS
EN 2025

69

LES MEMBRES DE
FORUS

SOLIDARITÉ ET POUVOIR DANS UNE ANNÉE PLEINE DE DÉFIS

**PAR MAVALOW CHRISTELLE KALHOULE,
PRÉSIDENTE DE FORUS, ET SARAH STRACK,
DIRECTRICE DE FORUS.**

Dans un monde marqué par l'accélération des crises, l'aggravation des inégalités et la pression croissante sur les droits humains et les libertés civiles, la société civile est poussée à bout, tant sur le plan politique et financier que dans le discours public. Dans de nombreux contextes, l'espace permettant de s'organiser, de s'exprimer et de demander de la redevabilité au pouvoir se réduit, tandis que le financement devient plus limité et plus transactionnel, et que le multilatéralisme est remis en question dans ses fondements mêmes.

Et pourtant, cette année a montré que la société civile n'est pas un témoin passif des turbulences mondiales. Elle est une source de protection, de résilience et de solutions, en particulier lorsqu'elle est capable de relier les luttes et de pratiquer la solidarité au-delà des frontières. C'est précisément la raison d'être de Forus : catalyser l'action collective entre les plateformes nationales et les Coalitions Régionales ; défendre et améliorer l'environnement favorable à la société civile ; influencer les programmes de développement mondiaux ; et renforcer la légitimité et la résilience de notre secteur dans un paysage politique, financier et technologique en rapide évolution.

Au cours de l'année écoulée, notre réseau a continué à investir dans le tissu conjonctif de la société civile mondiale : apprentissage multilingue entre pairs, coordination et positionnement commun qui transforme l'analyse partagée en action partagée.

Nous avons continué de renforcer la capacité de nos membres à fonctionner, à s'adapter et à diriger, notamment en aidant les plateformes à consolider et à développer leurs structures et en partageant les enseignements tirés entre les régions.

Nous avons élargi notre travail de plaidoyer, en luttant contre le recul de la démocratie et le rétrécissement de l'espace civique, en surveillant et en défendant l'environnement favorable à la société civile grâce à des données probantes et à des alertes précoces, et en renforçant la participation et la redevabilité de la société civile dans les espaces multilatéraux et les débats sur le financement du développement.

Alors que les Nations unies fêtent leurs 80 ans, nous avons fait passer un message clair : la réforme ne peut pas devenir un exercice technocratique consistant à « faire moins avec moins ». La question est de savoir si elle deviendra un exercice budgétaire ou un renouveau qui profitera aux populations là où elles vivent. Nous avons demandé que la réforme soit jugée à l'aune de trois critères déterminants — la lutte contre les inégalités, la localisation et les droits — et que le système multilatéral protège plus rapidement les populations, renforce la participation et ne dilue pas l'égalité des genres, les droits humains ou la protection humanitaire.

SOLIDARITÉ ET POUVOIR DANS UNE ANNÉE PLEINE DE DÉFIS

Ce fut également une année de réflexion, de pensée prospective et de vision collective. De janvier à octobre, Forus a mené un processus stratégique participatif, fondé sur des analyses et des consultations avec ses membres et ses organes de gouvernance, et façonné par les réalités auxquelles ses membres sont confrontés.

La conclusion était claire : dans un contexte mondial en mutation rapide, plein d'incertitudes et de moins en moins favorable à la société civile, avec une répression croissante, une diminution des financements, une érosion du multilatéralisme et une transformation numérique qui s'accélère sans gouvernance adéquate, notre nouvelle stratégie devait être audacieuse et agile et répondre aux signaux inquiétants qui se multiplient – des restrictions sur le financement des activités de plaidoyer à la politisation et aux coupes plus importantes dans l'Aide Publique au Développement (APD) – précisément au moment où la société civile a besoin de protection et d'un soutien à long terme.

Le moment est venu pour les institutions mondiales et les principaux bailleurs de fonds de cesser de traiter la société civile comme un "complément", consulté tardivement et financé de manière restrictive, mais d'intervenir pour promouvoir l'environnement favorable à la société civile, en reconnaissant clairement le rôle que nous jouons dans le développement durable, la démocratie, la redevabilité, la prévention des risques et la sauvegarde de l'intérêt public. C'est sur cela que nous allons nous concentrer collectivement.



S'appuyant sur notre boussole fondatrice — Connecter, Soutenir, Influencer —, notre nouvelle stratégie est un engagement collectif à aller au-delà de la simple réaction aux contraintes et à investir de manière encore plus délibérée dans le renforcement des capacités et de la santé des réseaux : des écosystèmes de société civile résilients et une participation significative aux décisions qui façonnent la vie des gens.

C'est également un engagement à défendre les valeurs de la démocratie participative fondée sur les droits et à renforcer les conditions permettant à la société civile d'opérer en toute sécurité et en toute indépendance, hors ligne et en ligne.

Merci

Rien de ce qui est présenté dans ces pages n'aurait été possible sans l'engagement, le courage et la solidarité de nos membres, ainsi que des nombreux partenaires et alliés qui choisissent, encore et encore, d'investir dans la société civile en tant que force essentielle pour la justice, la démocratie, la paix et le développement durable.

Nous entamons ce nouveau cycle stratégique avec une profonde gratitude et une grande détermination. Ensemble, nous irons de l'avant : plus forts, plus audacieux et plus unis que jamais, car nous avons été conçus pour ce moment.



**MAVALOW CHRISTELLE
KALHOULE**
Présidente de Forus



SARAH STRACK
Directrice de Forus



©Assemblée générale de Forus

NOTRE PRÉSENCE MONDIALE

4

Forus est un réseau mondial de la société civile qui regroupe 74 réseaux nationaux et 7 réseaux régionaux d'ONG, représentant principalement la majorité mondiale. Forus crée des liens qui rassemblent plus de 24 000 organisations de la société civile dans 124 pays.



27 plateformes nationales
d'Afrique du Nord et d'Afrique
subsaharienne



11 plateformes nationales
d'Asie



18 plateformes nationales
européennes



12 plateformes nationales
d'Amérique latine



2 plateformes nationales
d'Amérique du Nord



4 plateformes nationales du
Pacifique



Sept coalitions régionales d'Asie, des îles du Pacifique, d'Afrique occidentale, centrale et australe, d'Amérique latine et d'Europe font également partie du réseau.

83%

Les membres de Forus indiquent
que leurs membres apportent
**leur soutien à leurs
communautés locales.**

84%

Les membres de Forus indiquent
également que leurs membres
participent régulièrement à des
**activités de sensibilisation et
d'information du public**, ainsi
qu'à des activités et campagnes de
plaidoyer.



73



**PLATEFORMES NATIONALES
D'ONG_**

7



COALITIONS RÉGIONALES



©Forus à la FfD4

IMPACT DE FORUS EN 2025 - UN APERÇU

73



plateformes nationales et
7 coalitions régionales
représentant plus de 24
000 ONG à travers le
monde, connectées et
agissant collectivement via
le réseau Forus

+60



+ de 60 événements en 2025,
dont des événements parallèles
officiels à la CSW69, à la FFD4,
au Forum Politique de Haut
Niveau des Nations Unies, aux
forums sur la gouvernance de
l'Internet, et bien plus encore !

+2100



+ de 2 100 participants en
2025

+300



+ de 300 collaborations
avec plus de 60 alliés et
partenaires



+150



+ de 150 articles dans les médias co-rédigés par les membres de Forus sur des questions liées aux Objectifs de Développement Durable (ODD), au financement du développement, à l'égalité des genres et des droits, aux initiatives locales et à l'environnement favorable à la société civile.



+200,000



+ de 200 000 : vues et auditeurs pour la série multimédia Forus, notamment Avenirs Numériques, Global Voices Rising, Marchez avec Nous et bien d'autres encore !



+350,000



+ 350,000 euros pour soutenir des projets de renforcement institutionnel conçus et mis en œuvre par 12 plateformes nationales ; 12 femmes participant au programme de développement du leadership de Forus et à des formations à la prise de parole en public ; 56 personnes formées à la sécurité numérique, à l'IA pour les ONG et à la mobilisation des ressources.

POINTS FORTS DE L'ENQUÊTE D'IMPACT

89 % des personnes interrogées déclarent que Forus les connecte à des espaces politiques clés

88 % apprécient les outils et les publications

82 % jugent utile le soutien apporté en matière de plaidoyer

88 % approuvent les normes de transparence et de gouvernance



DÉCOUVREZ LES 5 POINTS FORTS DE NOTRE TRAVAIL EN 2025

Forum Virtuel Forus : la puissance d'un réseau connecté

En 2025, le Forum Virtuel Forus (FVF) a marqué un tournant décisif pour notre réseau, réunissant des membres de **38 pays**. Organisé entièrement en ligne, le Forum a créé un espace inclusif et accessible permettant aux membres de Forus d'explorer, à travers quatre sessions axées sur des piliers, la nouvelle stratégie 2026-2030 de Forus et de définir les prochaines étapes en vue de l'Assemblée Générale de 2026, en échangeant des idées et en renforçant la collaboration.

Le Forum Virtuel Forus a été rendu possible grâce à la collaboration étroite de nos membres nationaux et régionaux, et au soutien de partenaires clés, notamment **l'Union Européenne et l'Agence Française de Développement (AFD)**. Ensemble, nous avons transformé un rassemblement mondial en un espace numérique dynamique et participatif qui a réaffirmé la force, l'adaptabilité et la résilience de notre réseau.





©Programme de développement du leadership Forus

Bienvenue à un nouveau membre du Forus !



Forus est fier d'accueillir un nouveau membre national :

TANGO (Tanzanie) – Fondée en 1988 par un groupe de 22 organisations de la société civile, l'Association Tanzanienne des Organisations non Gouvernementales (TANGO) est une plateforme nationale d'ONG qui rassemble un large éventail d'acteurs de la société civile en Tanzanie, avec plus de 485 organisations membres à travers le pays. TANGO joue un rôle de coordination et de représentation pour ses membres, en soutenant le plaidoyer collectif et la coordination sur les questions touchant à l'espace civique et au développement centré sur les personnes. À travers son travail, la plateforme cherche à renforcer le rôle des ONG en tant que contributeurs actifs à la justice sociale, à la bonne gouvernance et aux processus de développement inclusifs.

Deuxième Sommet Mondial pour le Développement Social 2025 (SMDS2) : rétablir la justice sociale dans un monde fragmenté



En 2025, Forus et ses membres se sont mobilisés pour influencer le deuxième Sommet Mondial pour le Développement Social (SMDS2) à Doha, réunissant des plateformes du Népal, de Norvège, de l'Ouganda, de la Finlande, de la Chine et du Pakistan autour d'un message clair : passer de la rhétorique à la mise en œuvre. La société civile a appelé à la mise en place de plateformes nationales inclusives de développement social d'ici 2026, à une protection sociale universelle, à un financement crédible, à des mesures contre la fracture numérique et à une redevabilité accrue.

Si le Sommet a réaffirmé que la protection sociale était un droit et a fait progresser les discussions sur l'économie des soins et les droits des personnes âgées, des lacunes importantes subsistent, notamment en matière de financement, d'outils de mise en œuvre, d'inclusion numérique et de redevabilité formelle. Forus continuera à soutenir ses membres pour traduire les engagements en actions nationales concrètes et en assurer le suivi.

Le Forum Politique de Haut Niveau 2025 : La localisation pour sauver les ODD



Lors du Forum Politique de Haut Niveau (FPHN) 2025, Forus et ses membres ont fait passer un message clair : les progrès des ODD étant en retard, la localisation doit passer de la rhétorique à un véritable transfert de pouvoir, de ressources et de prise de décision aux communautés. Une analyse décennale de 366 Examens Nationaux Volontaires (2016-2024) a révélé que seuls 29 % d'entre eux impliquaient de manière significative la société civile, ce qui a suscité des appels en faveur d'une participation institutionnalisée des OSC, de la reconnaissance des rapports parallèles, de cycles d'examen pluriannuels et d'un suivi indépendant.

Forus a également lancé l'initiative « Unlocking the Power of Localisation and Multi-Stakeholder Partnerships to Rescue the SDGs » (Libérer le pouvoir de la localisation et des partenariats multipartites pour sauver les ODD), mettant en avant plus de 20 études de cas et sept voies pour développer la localisation, allant de la réforme du financement au renforcement des données et des partenariats. Les membres ont utilisé ces données probantes lors du FPHN pour promouvoir la justice financière, la protection de l'espace civique et une plus grande redevabilité, démontrant ainsi que la localisation est un changement de gouvernance essentiel pour combler le fossé entre les engagements mondiaux et les réalités vécues.

Le financement du développement (FFD4) : un moment charnière pour la justice mondiale



La quatrième Conférence Internationale sur le Financement du Développement (FFD4) à Séville a été un moment charnière pour 2025, organisée pour traiter des écarts de financement croissants qui menacent l'Agenda 2030. À cinq ans de l'échéance, Forus et ses membres se sont mobilisés tout au long du processus préparatoire et de la conférence pour plaider en faveur d'une architecture financière plus équitable et plus responsable, fondée sur les droits humains, la justice de genre et la justice climatique.

Les membres ont organisé des événements parallèles et ont engagé le dialogue avec les gouvernements sur la justice en matière de dette, la fiscalité équitable, le financement public, l'innovation numérique et le rôle des banques de développement. Un événement parallèle organisé par Forus a souligné l'importance du développement qui est impulsé localement et d'une collaboration plus étroite entre les banques publiques de développement et la société civile. Si la FFD4 a permis de faire progresser les engagements en matière de financement durable, des lacunes subsistent en matière de protection de l'espace civique et de redevabilité. Forus poursuivra son plaidoyer après la conférence afin de promouvoir un financement transformateur et centré sur les personnes.



Campagnes Forus : amplifier les voix qui conduisent au changement

S'appuyant sur ses précédentes initiatives de narration, le réseau Forus continue de « partager le micro » avec des organisations de la société civile et des militants du monde entier, en partenariat avec ses membres.

En 2025, les principales campagnes ont été les suivantes :

- **Nous ne laissons personne de côté, et vous ?** - Les membres de Forus célèbrent et partagent le travail des OSC du monde entier.
- **#MarchezAvecNous** - Une série annuelle mettant en avant la justice de genre et la lutte pour les droits des genres, avec plus de 30 000 vues cumulées sur YouTube en 2025.
- **#ParlonsDigital** - Sensibilisation aux droits numériques et à l'importance d'une gouvernance inclusive de l'internet.
- **#TransférerlePouvoir** - Plaidoyer en faveur du leadership local et du changement structurel dans le secteur du développement.
- **#RécitsPositifs** - Mettre en lumière les histoires des organisations de la société civile sous un angle positif, cette fois-ci grâce au Programme de Bourses de journalisme Forus !

Découvrez nos campagnes et nos initiatives de récits [ici](#) !

Programme de développement du leadership

Forus 2025 : le pouvoir des femmes



En 2025, le Programme de Développement du Leadership (LDP) de Forus a réuni 14 femmes inspirantes issues du réseau Forus pour un cycle LDP transformateur axé sur le leadership inclusif et transformationnel. Après une retraite intensive en présentiel à Manille, aux Philippines (du 4 au 7 mars), les participantes sont retournées dans leurs organisations et leurs plateformes nationales, équipées pour traduire leurs apprentissages en actions concrètes pour elles-mêmes en tant que leaders dans leurs communautés, pour leur vie personnelle et pour leurs organisations.

Les transformations allaient de l'élaboration de politiques de protection au FONGTO au Togo à la promotion du leadership collectif des femmes à l'UnidOSC au Mexique, en passant par la promotion des valeurs humanitaires au KCOC en Corée et la facilitation de réformes organisationnelles participatives au Maroc. Chaque participante a appliqué les enseignements du programme pour adapter les pratiques de leadership aux réalités locales. Les initiatives allaient de la création d'espaces sûrs pour les femmes leaders et du renforcement des processus d'intégration à la conception d'outils numériques pour la mémoire collective et la conduite de réponses de plaidoyer face au rétrécissement de l'espace civique.

Ce cycle a réaffirmé l'engagement du réseau en faveur du leadership des femmes, de la justice de genre et de la narration comme outil de transformation pour l'apprentissage et le changement. En combinant réflexion individuelle et collective, soutien par les pairs et recherche orientée vers l'action, le LDP 2025 a montré que le leadership est plus efficace lorsqu'il est adaptatif, inclusif et ancré dans des relations de confiance permettant de se soutenir mutuellement face aux défis du monde réel.



Défendre l'environnement favorable à la société civile : de l'alerte précoce à l'action précoce



Les organisations de la société civile du monde entier sont confrontées à des pressions juridiques, financières et numériques croissantes qui menacent leur indépendance et leur capacité d'action. En 2025, Forus et ses membres ont renforcé une approche commune pour répondre à ces menaces : surveillance menée par les membres, apprentissage collectif et plaidoyer ciblé afin de faire passer les bailleurs de fonds et les pratiques multilatérales de réactions ponctuelles à une action coordonnée.

EU SEE : un changement radical dans les données probantes, mené par la société civile. L'une des évolutions les plus significatives a été l'avancement de la nouvelle initiative **EU SEE** (Système de l'UE pour l'environnement favorable à la Société Civile). Le système de l'UE pour un environnement favorable est conçu pour documenter les changements importants et mettre en lumière les tendances critiques dans l'environnement favorable à la société civile dans 86 pays d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Asie et du Pacifique, des Amériques et des Caraïbes. En 2025, l'EU SEE est passé de la phase de mise en place à celle de mise en œuvre, ce qui a permis de dépasser les anecdotes fragmentaires pour passer à un suivi systématique dans le temps grâce à des données probantes structurées générées avec et par les plateformes de la société civile.

Avec la publication du premier **rapport de référence sur l'EU SEE, des rapports nationaux et des alertes du mécanisme d'alerte précoce**, le réseau a acquis une nouvelle base solide pour son action de plaidoyer : des données probantes qui aident à identifier les changements dans le contexte de la société civile et à repérer les risques suffisamment tôt pour agir, et non pas seulement après que l'espace se soit déjà refermé. Les analyses thématiques facilitent l'apprentissage entre pairs au sein de la société civile de différents contextes et constituent la base d'un plaidoyer ciblé. On peut citer comme exemple [l'étude menée par Forus sur l'impact du gel des financements américains sur la société civile](#), qui a été l'une des premières au monde à être publiée dans le feu de l'action et qui a fourni des informations précieuses aux bailleurs de fonds du monde entier.

Un nouveau podcast, intitulé « **The Enabling Space: Voices of Civil Society resilience** » (L'espace favorable : les voix de la résilience de la Société Civile), a également été créé afin de mieux faire connaître les luttes et les efforts de la société civile à travers le monde.

Suivez notre travail à [l'EU SEE](#), qui fournit une surveillance en temps quasi réel, des données spécifiques à chaque pays et des outils de plaidoyer pour renforcer la réponse de la société civile, **en offrant des informations clés provenant de 86 pays !**

Forus et la gouvernance numérique : promouvoir un avenir numérique centré sur les droits humains



En 2025, Forus a continué à défendre le rôle de la société civile dans l'élaboration de la gouvernance numérique, en particulier dans les contextes où l'accès, l'inclusion et la représentation restent limités, notamment pour les organisations du Sud Global. Bon nombre des initiatives développées par Forus ont été mises en œuvre dans le cadre de l'Alliance de la Société Civile pour l'Autonomisation Numérique (CADE), un projet cofinancé par l'Union européenne.

S'appuyant sur les travaux antérieurs, l'**appel à propositions « Activism for Digital Rights » (Artivisme IA pour les droits numériques)** a été lancé, invitant les innovateurs de la société civile à explorer des approches créatives en matière de plaidoyer numérique. L'initiative a suscité des candidatures du monde entier et a abouti à la sélection de trois organisations lauréates : Fundación KISTH (Équateur), REPONGAC (Afrique Centrale) et HopeRise Foundation Nepal (Népal).

En complément, le **programme CADE – Youth Voices for Digital Rights (Voix des jeunes pour les droits numériques)** a permis à 15 jeunes leaders de participer à des débats sur les politiques numériques, en renforçant leurs capacités, leur collaboration et leur sensibilisation aux droits humains dans le domaine des technologies. L'initiative visait à ce que chaque participant élabore des propositions multimédias répondant aux préoccupations numériques de sa communauté, tout en créant de manière collaborative un **Manifeste des jeunes sur les droits numériques**.

Forus, also took an active role at the **WSIS+20 Forum** in Geneva (July 7–11), a high-level gathering reflecting two decades of human-centred internet governance efforts. During the Forum, a side event, “**#CADE – From the Outside Looking In?**” was organised, which facilitated informal dialogue on standard-setting, stakeholder inclusion, and power dynamics in digital governance.



©CADE

Nouvelle étude : L'IA en Afrique — opportunité historique ou nouvel outil d'inégalité ?

En 2025, le REPONGAC a publié une nouvelle étude qui explore la manière dont l'intelligence artificielle remodèle les sociétés en Afrique Centrale et ses implications pour les droits numériques, l'équité et le développement durable. Fondée sur des perspectives régionales, cette étude souligne le potentiel de l'IA pour aider à combler les lacunes de longue date en matière d'infrastructures et de services, tout en mettant en garde contre les risques d'exacerbation des inégalités lorsque ces technologies sont déployées sans gouvernance inclusive, sans écosystèmes de données locaux et sans mécanismes de redevabilité solides. L'étude apporte les perspectives critiques de la société civile dans les débats sur la gouvernance de l'IA, soulevant des questions clés telles que les biais algorithmiques, la souveraineté des données, le contrôle public et la nécessité d'une participation significative des OSC aux processus d'élaboration des politiques liées à l'IA. **Lire [l'étude complète ici](#).**

À travers ces initiatives et ces événements, Forus a réaffirmé son engagement à promouvoir des approches inclusives et fondées sur les droits en matière de gouvernance numérique, en veillant à ce que les voix de la société civile soient au cœur de l'élaboration des technologies et des politiques qui affectent notre avenir commun.



La société civile au sommet

Finance en Commun 2025

Lors du **sommet Finance en Commun 2025** en Afrique du Sud, Forus et ses membres ont activement collaboré avec les Banques Publiques de Développement, plaidant en faveur d'un financement qui donne la priorité aux droits humains, à la durabilité et aux besoins des communautés. En nous appuyant sur notre **étude et notre boîte à outils S'engager avec les Banques Publiques de Développement**, nous avons aidé nos partenaires de la société civile à naviguer dans l'engagement des Banques Publiques de Développement aux niveaux local, national et mondial, afin de garantir que le financement du développement ait un impact réel.

[Retrouvez l'étude et la boîte à outils sur notre page sur le financement du développement durable !](#)



Stratégie de Forus : transition vers 2026-2030

La stratégie 2021-2025 de Forus a guidé notre réseau à travers une période de croissance, de collaboration et d'impact. Articulée autour de trois piliers – Connecter, Soutenir et Influencer – elle reflétait la vision et l'éthique de Forus :

- **Connecter** : rassembler les plateformes nationales et régionales de la société civile afin de favoriser la collaboration, l'apprentissage entre pairs et l'action collective, en créant des espaces dynamiques pour échanger des expériences, élaborer conjointement des stratégies et amplifier l'impact mondial.
- **Soutenir** : fournir aux membres les outils, les connaissances et les ressources nécessaires pour s'engager efficacement dans l'analyse des politiques et la prise de décision publique, grâce à des approches de partage des capacités en ligne et hors ligne.
- **Influencer** : façonner les politiques publiques à tous les niveaux grâce à des rapports fondés sur des données probantes, des actions de plaidoyer conjointes et des campagnes, en veillant à ce que les voix de la société civile, en particulier celles de la majorité mondiale, soient entendues et se traduisent en actions concrètes.





Au cours des cinq dernières années, Forus a :



- Soutenu **75** projets nationaux de renforcement des capacités
- Renforcé **6** Coalitions Régionales
- Organisé plus de **400** événements d'apprentissage entre pairs
- Coopéré avec plus de **550** membres et alliés
- Publié de plus de **23** rapports, notes d'orientation et prises de position
- Publié plus de **500** articles
- Influencé plus de **70** Examens Nationaux Volontaires (ENV)
- Développé **14** boîtes à outils
- Fourni un financement de démarrage à **42** membres pour s'adapter au travail en ligne et aux défis liés à la pandémie

Alors que 2025 marque la fin de cette stratégie, Forus a dévoilé sa **stratégie 2026-2030**, qui a été présentée pour la première fois aux membres lors du **Forum Virtuel Forus (FVF) 2025**. Cette nouvelle stratégie sera davantage mise en avant et affinée collectivement lors de **l'Assemblée Générale de 2026 au Cambodge**, afin de garantir que les membres, les partenaires et les alliés co-crésent une feuille de route qui reflète notre vision commune pour les cinq prochaines années : renforcer la société civile, faire progresser le plaidoyer mondial et façonner un monde plus juste et plus durable.



Publications et ressources 2025 du réseau Forus pour inspirer vos actions



Dans l'enquête d'impact 2025, **89 %** des membres de Forus ont déclaré que Forus leur fournissait des informations, des publications, des outils et des ressources utiles.

Auto-évaluations organisationnelles

En 2025, nous avons publié une ressource clé pour le renforcement organisationnel: les Auto-évaluations organisationnelles 2024 de Forus. Ce rapport rassemble les premiers résultats des auto-évaluations des plateformes membres de Forus, offrant des informations et des réflexions sur leurs structures, leurs capacités et leurs pratiques internes. Il a servi d'outil pratique aux organisations de la société civile pour s'évaluer, identifier leurs points forts et leurs axes d'amélioration, et planifier des efforts de renforcement des capacités adaptés à leurs besoins spécifiques, les aidant ainsi à devenir plus efficaces, plus résilientes et mieux préparées à relever les défis en constante évolution. Les résultats montrent que la plupart des membres de Forus intéressés par l'évaluation jugent leurs capacités institutionnelles comme modérées.



Étude cartographique sur les banques publiques de développement (BPD) : mécanismes et approches de la société civile

En 2025, Forus a publié une nouvelle **étude cartographique sur les Banques Publiques de Développement (BPD), les mécanismes et les approches de la société civile**, conçue pour aider les organisations de la société civile à collaborer efficacement avec les BPD et à influencer le financement du développement en faveur de la justice sociale et de la durabilité. L'étude fournit un aperçu détaillé des moments et des modalités d'interaction, parfois fructueuse, entre les plateformes de la société civile et les banques publiques de développement, et propose des conseils sur les stratégies, les points d'entrée et les enseignements tirés. Il s'agit d'une ressource pratique permettant aux réseaux nationaux et régionaux d'OSC d'évaluer les possibilités de plaidoyer, de contrôler la redevabilité des BPD et de concevoir des stratégies d'engagement fondées sur la transparence, l'équité et le développement centré sur la communauté.

Une décennie de redevabilité : évaluer le rôle des Examens Nationaux Volontaires dans la promotion des objectifs de développement durable

Ce rapport complet examine de manière critique la manière dont les Examens Nationaux Volontaires (ENV) ont contribué – ou échoué – à faire progresser les ODD au cours des dix dernières années. S'appuyant sur des données et des études de cas provenant de différentes régions, le rapport met en évidence les succès, les lacunes et les tendances en matière de redevabilité, de mise en œuvre des politiques, d'engagement de la société civile et de transparence. Cette ressource offre aux organisations de la société civile une base solide pour suivre et influencer les processus nationaux liés aux ODD, plaider en faveur d'une plus grande inclusion et participation, et encourager des engagements plus forts et un suivi des objectifs de développement durable au niveau national.

Enfin, le rapport souligne les limites structurelles du cadre volontaire des Examens Nationaux Volontaires, notamment en ce qui concerne la faiblesse du suivi, la baisse de la participation, le rétrécissement de l'espace civique et les lacunes persistantes en matière de données, tout en soulignant l'importance croissante des examens locaux et infranationaux en tant que mécanismes complémentaires de redevabilité.



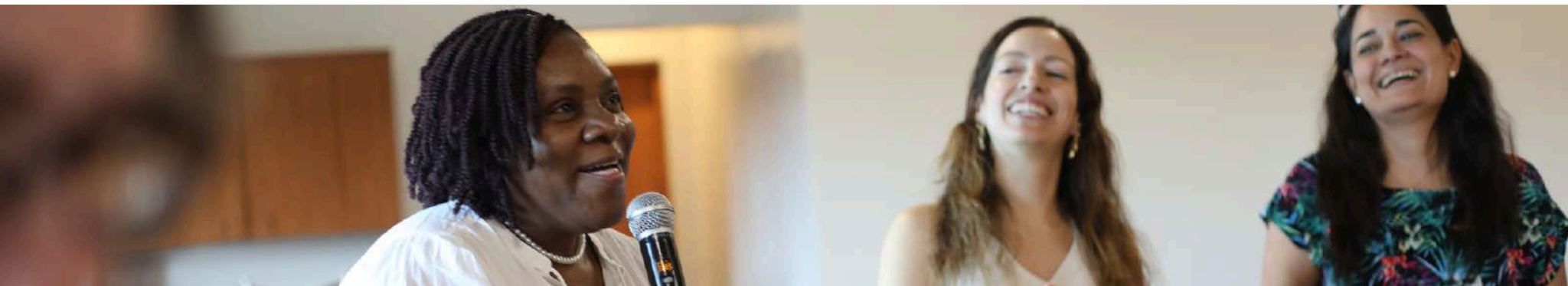


Les ENV à la croisée des chemins : du symbolisme au changement systémique

Il s'agit d'une étude critique analysant l'efficacité des Examens Nationaux Volontaires (ENV) en tant que mécanisme de mise en œuvre de l'Agenda 2030. Le rapport soutient que si les ENV ont sensibilisé l'opinion publique et encouragé certains progrès, la plupart restent largement symboliques, caractérisés par une inclusion limitée de la société civile, des rapports sélectifs et une faible redevabilité. Il appelle à des réformes systémiques : processus d'examen par les pairs, reconnaissance et intégration des « rapports parallèles » de la société civile, systèmes de données participatifs et mécanismes d'examen locaux et infranationaux institutionnalisés. Cette ressource offre aux organisations de la société civile et aux plateformes nationales une base de données probantes convaincante pour renforcer leur engagement dans les processus d'examen des ODD, exiger la transparence et promouvoir une mise en œuvre significative, inclusive et en matière de redevabilité des ODD. La ressource avertit en outre que, sans une réforme structurelle urgente au cours des cinq dernières années avant 2030, les ENV risquent d'ancrer une illusion de progrès, en l'absence d'un examen indépendant, d'une reconnaissance formelle des données probantes fournies par la société civile et d'un suivi fiable, plutôt que de fonctionner comme de véritables outils de redevabilité.

Libérer le pouvoir de la localisation et des partenariats multipartites pour sauver les ODD

Cette ressource stratégique souligne comment la localisation et les partenariats inclusifs peuvent redynamiser les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable. Le résumé décrit comment la participation significative des acteurs locaux, des organisations de base et de la société civile peut améliorer la mise en œuvre des ODD, en garantissant que les politiques répondent aux besoins réels sur le terrain. Il met en évidence les principes clés et les recommandations concrètes pour forger des partenariats entre les différents secteurs — des gouvernements et institutions publiques aux OSC et Organisations à base communautaire — en mettant l'accent sur la redevabilité, l'équité et l'impact durable. Cette publication sert de référence aux réseaux et aux plateformes qui cherchent à promouvoir le développement ascendant, à approfondir la collaboration et à plaider en faveur de processus liés aux ODD ancrés dans les priorités des communautés. Elle présente également la localisation comme un remède à la mise en œuvre descendante et tergiversante des ODD, soulignant la nécessité de remédier aux déséquilibres de pouvoir dans les partenariats et de créer des conditions favorables, telles qu'un espace civique sûr, un financement flexible et une reconnaissance institutionnelle, pour que les actions menées par les communautés puissent aboutir.





Comprendre l'initiative Global Gateway de l'UE

CONCORD

Ce document est destiné à aider les organisations de la société civile, les acteurs du développement et les plateformes locales à mieux comprendre cette initiative d'investissement mondiale majeure. La Foire aux Questions (FAQ) démystifie le fonctionnement de Global Gateway, les types de projets et de financements qu'il soutient, et la manière dont la société civile peut s'engager de manière significative pour garantir que les investissements favorisent le développement durable, les droits humains et la croissance inclusive. En proposant des explications et des conseils clairs, cette publication fournit aux OSC de différentes régions des connaissances pratiques pour suivre les projets Global Gateway, plaider en faveur d'investissements centrés sur les communautés et assurer la redevabilité des parties prenantes en matière de résultats de développement équitable.

Coordonner l'action pour l'espace civique - Boîte à outils

Cette boîte à outils publiée par l'OCDE est conçue pour aider les acteurs du développement et de l'aide humanitaire à mettre en œuvre la recommandation 2021 du Comité d'Aide au Développement (CAD) sur la promotion de la société civile dans la coopération au développement et l'aide humanitaire. Ce guide présente des mesures pratiques pour coordonner les efforts des gouvernements bailleurs de fonds, des agences multilatérales et de la société civile afin de protéger et de promouvoir l'espace civique partout dans le monde. Il souligne l'urgence d'une coopération à long terme et adaptée au contexte afin de garantir un environnement juridique, politique et financier dans lequel les organisations de la société civile peuvent opérer librement. Alors que l'espace civique continue de faire face à des menaces croissantes, cette boîte à outils offre aux OSC et aux acteurs du développement des stratégies concrètes – allant du dialogue structuré et de la coordination du financement aux mécanismes de suivi et d'alerte précoce – pour préserver les libertés civiques et garantir une participation inclusive aux processus de développement.





Rapport parallèle sur les objectifs de développement durable (ODD) : évaluation des progrès et des défis en Gambie

TANGO, Gambie

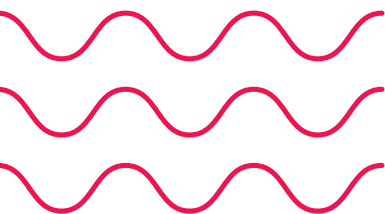
Il s'agit d'une évaluation indépendante par la société civile de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 en Gambie. Ce rapport parallèle fournit une évaluation locale des progrès et des lacunes dans la réalisation des objectifs de développement durable, en particulier dans les domaines où les rapports officiels ont tendance à négliger ou à sous-estimer les problèmes touchant les communautés marginalisées. En documentant les conditions réelles sur le terrain et en présentant des recommandations concrètes, le rapport fournit aux OSC, aux plateformes de défense des droits et aux décideurs politiques un outil puissant pour exiger la redevabilité, une plus grande transparence et une participation inclusive aux processus nationaux de suivi des ODD.

Mobiliser des capitaux, atténuer les risques : le rôle des institutions financières internationales dans la promotion du financement climatique en Asie du Sud et en Asie du Sud-Est

Asia Development Alliance, Asie

Cette étude souligne l'importance d'un financement climatique équitable et durable à travers la publication d'un rapport complet sur le financement climatique, qui cartographie la manière dont les institutions financières internationales et les flux de financement interagissent avec l'action climatique, les priorités de développement et la justice sociale. Le rapport offre aux organisations de la société civile un outil essentiel pour analyser les pratiques de financement climatique, identifier les lacunes et les risques (tels que la répartition inégale entre l'atténuation et l'adaptation, le manque de transparence ou la négligence des communautés vulnérables) et plaider en faveur d'un financement qui favorise les droits humains, la justice écologique et la mise en œuvre des ODD. En combinant des données probantes, des analyses et des recommandations pratiques, cette ressource soutient les OSC qui s'efforcent de promouvoir la redevabilité des acteurs financiers et de promouvoir un développement inclusif et résilient au changement climatique à l'échelle mondiale.





**20 réalisations de
2025 dont nous
sommes
(particulièrement)
fiers**



CONNECTER

Dans le cadre de son pilier stratégique « Connecter », Forus a élargi ses collaborations au sein de la société civile et avec d'autres alliés, amplifiant ainsi la voix de la société civile et renforçant les efforts collectifs à l'échelle mondiale. En favorisant les espaces d'apprentissage entre pairs, en lançant des campagnes à fort impact et en soutenant des initiatives locales, nous avons renforcé notre engagement en faveur de l'action collective et de la solidarité mondiale.

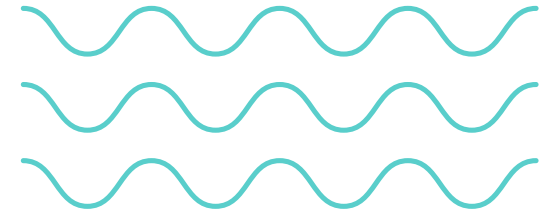
En 2025, nous avons augmenté le nombre d'événements accessibles en anglais, en espagnol et en français. Ces événements favorisent des liens inclusifs, collaboratifs et percutants, et restent très populaires, avec un taux de satisfaction des participants atteignant 8,8 / 10 en 2025 !

Forus a également continué à donner la priorité à ses systèmes de « voix des membres », en recueillant, analysant et tirant des enseignements des points de vue et des commentaires de ses membres et partenaires.

À l'horizon 2026, le réseau Forus connaîtra une année particulière, avec la mise en œuvre de son plan stratégique 2026-2030 et plusieurs occasions de se réunir en tant que réseau. Forus développera également des outils technologiques uniques permettant à ses membres de se connecter et d'échanger.

[Pour en savoir plus sur notre pilier « Connecter », cliquez ici.](#)





01

Forum Virtuel Forus 2025_

Le Forum Virtuel Forus 2025 a réuni notre réseau de manière numérique du 2 au 4 décembre 2025. L'un des moments forts de l'événement a été la présentation de la stratégie Forus 2026-2030, élaborée après de nombreuses consultations avec les membres, partenaires, alliés et amis critiques de Forus.

02

Un nouveau membre rejoint la famille Forus !

Forus a accueilli l'Association Tanzanienne des ONG ([TANGO](#)) comme nouveau membre de notre réseau ! Nous sommes impatients de collaborer avec cette plateforme inspirante et d'intégrer ses précieuses perspectives à nos efforts collectifs.

[Cliquez ici pour voir la liste complète des membres de Forus.](#)

03

Série de podcasts et de vidéos #Un Espace pour Nous

Lancé en 2020, le centre de narration « Un Espace pour Nous » met en avant des militants, des organisations de la société civile et des mouvements sociaux du monde entier. En 2025, plus de 70 épisodes audio et vidéo ont été produits et publiés sur des thèmes allant des droits numériques aux ODD, en passant par les transferts de pouvoir, la protection de l'espace civique et l'environnement favorable à la société civile. [Restez à l'écoute pour découvrir d'autres histoires en 2026 et découvrez nos projets multimédias ici !](#)

Les épisodes du podcast sont disponibles en [[anglais](#) - [français](#) - [espagnol](#) - [portugais](#)]

04

Le groupe de travail ComsForUs

Ce groupe de travail spécifique permet aux membres de Forus de partager et de développer leurs pratiques de communication. En 2025, le groupe de travail s'est concentré sur plusieurs domaines. Il s'agissait notamment de lancer un programme de bourses de journalisme Forus basé sur la campagne #RécitsPositifs, d'explorer comment naviguer dans une crise, les bases de la narration stratégique, comment communiquer à l'ère de l'intelligence artificielle et comment exploiter le potentiel des médias sociaux pour avoir un impact. En 2026, ils étendront leurs efforts à l'activisme numérique, à la décolonisation du langage et aux stratégies de campagne innovantes.

05

Campagnes, récits et initiatives collectives de Forus

- **La bourse de journalisme Forus** a redynamisé la campagne **#RécitsPositifs** en lançant **le programme de bourses de journalisme Forus**, qui permet aux journalistes de découvrir et de diffuser des récits mettant en avant les solutions, la résilience et les changements transformateurs au sein des communautés. En fournissant aux boursiers un mentorat, des outils et des plateformes mondiales, cette initiative met en lumière les initiatives locales, les innovations impulsées localement et les actions inspirantes de la société civile qui passent souvent inaperçues. Cette renaissance renforce la mission de la campagne qui consiste à changer les récits dominants, à célébrer les impacts positifs et à faire en sorte que les voix et les expériences des communautés qui sont à l'origine du changement soient entendues dans le monde entier.
- **#MarchezAvecNous** : Pour sa cinquième édition, la campagne a poursuivi son plaidoyer en faveur de la justice, de l'équité et des droits entre les genres avec plus de 20 militants et membres de Forus. Elle a mis en avant des voix telles que celles de Hala Al Karib, militante soudanaise et directrice régionale du réseau SIHA, Frank Mugisha, défenseur ougandais des droits des LGBTQ+, Rosanna Flamer-Caldera, qui lutte pour la dignité humaine au Sri Lanka, la campagne 1for8 Billion qui milite pour une leader féministe à la tête des Nations unies, et Dianah Kamande, militante pour la justice de genre et survivante de violences domestiques, pour n'en citer que quelques-unes. Plusieurs membres de Forus se sont également joints à l'événement pour mettre en lumière des questions mondiales et locales cruciales. Red Encuentro a discuté des récents revers en matière de droits des genres en Argentine, la Plateforme lituanienne de coopération au développement a présenté son point de vue sur l'évolution du paysage mondial en matière de paix et de sécurité, en mettant l'accent sur le leadership des femmes dans la prévention des conflits, la consolidation de la paix et le relèvement après les conflits, et Christelle Kalhoule (présidente de Forus) a évoqué les défis auxquels sont confrontées les organisations de défense des droits des femmes au Burkina Faso. Rejoignez le mouvement en 2026 !

- **Transférer le Pouvoir – Global Voices Rising** : notre campagne examine les récits et les perspectives émergeant de la société civile mondiale sur la manière d'imaginer et de transformer les modèles de développement actuels. Découvrez les perspectives diverses de nos membres sur le développement, façonnées par leurs contextes uniques. Apprenez comment les initiatives impulsées localement surmontent les obstacles bureaucratiques tout en envisageant un développement durable grâce à des changements systémiques, des partenariats équitables et des discussions cruciales sur les dynamiques de pouvoir.
- **« Nous ne laissons personne de côté, et vous ? »** : La campagne s'appuie sur l'esprit de « Transfert du Pouvoir » en mettant en lumière les voix et les réalités souvent exclues des discours dominants sur le développement. À travers cette initiative mondiale, Forus invite les organisations de la société civile et les acteurs de terrain à partager leurs actions en faveur de l'équité, de l'inclusion et de la justice, en particulier pour les communautés qui restent trop souvent invisibles dans l'élaboration des politiques. En mettant en avant des histoires qui sont impulsées localement, les obstacles systémiques et la nécessité de partenariats authentiques, la campagne remet en question les modèles de développement traditionnels et exige que personne ne soit laissé de côté.
- **Campagne #ParlonsDigital** : nous avons exploré les droits numériques et la gouvernance de l'internet via le programme CADE Voix des Jeunes pour les droits Numériques et notre appel à projets «IA pour l'Artivisme» ! À travers cette campagne, découvrez les liens entre l'espace civique, les droits numériques et les possibilités de façonner les politiques numériques, un internet féministe et une « vision de genre » de la numérisation, ainsi que des questions spécifiques liées aux droits numériques, telles que les coupures d'internet, la cybersécurité, la surveillance et les défis numériques dans les zones touchées par des crises. Découvrez les coulisses de la «construction» de la gouvernance numérique et comment la société civile peut la façonner.
- Forus a soutenu les campagnes de ses membres, telles que #StopàlabaisseAPD de Coordination SUD (France), le projet Pajubá d'Abong (Brésil), les appels à lutter contre les lois anti-ONG de l'ANC (Pérou) et bien d'autres encore !

Restez à l'écoute pour découvrir d'autres initiatives intéressantes de Forus en 2026 !



BOURSE EN JOURNALISME



Borso Tall
Senegal



Sanjog Manandhar
Nepal



Stefanny Paola Peña Sevilla
Venezuela



Nfor Hanson Nchanji
Global



Tina Charisma
Global



Hawa Ibrahima
Mali



Natali Carvalho
Brazil



Innocent Kiiza
Uganda



Maggie Morett
Mexico



Innocent Buchu
Democratic Republic of the Congo



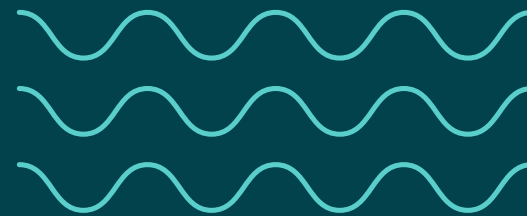
Florence Inyabuntu
Burundi



Paul Antoine Matos
Mexico



Forus a également participé à de nombreux événements et conférences.



Voici un aperçu de certains événements que nous avons co-organisés ou auxquels nous avons participé :

69^{ème} Commission de la Condition de la Femme (CSW69 - 9-21 mars, New York) : Forus et ses membres ont réuni les voix de la société civile mondiale afin d'accélérer les progrès en matière d'égalité des sexes à un moment charnière, trente ans après la Déclaration de Pékin et à la veille de l'examen de l'ODD 5 en 2025. À travers notre événement intitulé «*Accélérer l'égalité des genres : autonomiser les femmes et les filles au-delà de Pékin+30*», le réseau a souligné l'urgence de démanteler les inégalités persistantes entre les genres, d'amplifier les mouvements féministes et de défendre l'espace civique comme condition préalable aux droits des femmes : l'égalité des genres ne peut progresser sans un financement durable, flexible et accessible pour les mouvements féministes et la société civile dirigée par des femmes, d'autant plus que le gel des financements et la réduction générale de l'aide perturbent les programmes et les services. Les interventions ont mis en évidence les impacts immédiats sur les droits des femmes, notamment en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs, de prévention et de lutte contre la violence liée au genre, de soins et d'autonomisation économique des femmes, et ont renforcé la nécessité de la redevabilité des bailleurs de fonds, de soutien d'urgence et de modèles de financement diversifiés et résilients qui atteignent les organisations à base communautaire.





- **Journées de la société civile de l'OCDE-CAD (18-19 juin, Paris) : faire avancer la révision de la recommandation du CAD grâce aux données probantes menées par les membres.** Lors des Journées de la société civile de l'OCDE-CAD, Forus et les plateformes membres ont participé à la révision quinquennale de la recommandation du CAD sur la promotion de la société civile, en plaidant pour que les pratiques des bailleurs de fonds correspondent mieux aux engagements pris en matière d'espace civique, de localisation et de partage des risques. S'appuyant sur les tendances du système de l'Union Européenne pour un Environnement Favorable à la Société Civile (EU SEE) et l'expérience des membres (notamment UNNGOF, JANIC, Cooperation Canada, Coordination Sud, FINGO, Bond, LAPAS, Concord Europe), notre délégation a souligné comment les restrictions de l'espace civique, les approches sécuritaires de l'aide et la diminution des subventions érodent la capacité de la société civile à agir et à défendre ses intérêts, en particulier dans des contextes fragiles et restrictifs. Au cours des sessions et des consultations, nous avons exhorté les membres du CAD à renforcer la redevabilité en matière de mise en œuvre, à traduire l'«alerte précoce» en action précoce et à protéger un financement accessible, flexible et durable pour les OSC locales et nationales. Cet engagement a contribué à garantir que les réalités du terrain et les perspectives des plateformes aient été prises en compte dans le processus d'examen et les recommandations pratiques en discussion.
- **Forum Politique de l'UE sur le Développement (17-19 juin, Bruxelles) : défendre l'espace et le financement de la société civile dans le prochain cycle de coopération de l'UE.** Lors du Forum Politique de l'UE sur le Développement (FPD), Forus et ses membres ont coordonné leurs efforts de plaidoyer afin de renforcer l'approche de l'UE en matière d'engagement de la société civile, d'un environnement favorable à la société civile et d'architecture de financement, à un moment où les débats sur le prochain Cadre Financier Pluriannuel (CFP) de l'UE et la mise en œuvre du programme Global Gateway redéfinissent l'action extérieure. Les membres et les Coalitions Régionales (notamment MESA, VANI, PIANGO, REPONGAC, Concord Europe et ANONG) ont défendu trois messages clés : protéger l'APD contre les détournements, garantir un soutien indépendant, prévisible et basé sur des subventions à la société civile, avec un accès simplifié pour les acteurs de terrain, et intégrer le leadership local et un dialogue constructif comme éléments non négociables des partenariats de l'UE. Grâce à ses interventions dans le cadre des discussions sur l'environnement favorable à la société civile et le budget du FPD, ainsi qu'à sa participation à des réunions et à des ateliers, notre délégation a renforcé les recommandations pratiques sur les modalités de financement, les normes de partenariat et les garanties visant à empêcher que la société civile ne soit mise à l'écart dans le futur modèle de coopération de l'UE.
- **Forum sur la gouvernance de l'internet (IGF) (23-27 juin, Norvège) :** Forus s'est joint au débat mondial sur la gouvernance numérique par l'intermédiaire du CADE, apportant le point de vue de la société civile dans les débats cruciaux sur la gouvernance de l'internet, les droits numériques et l'élaboration de politiques inclusives. Le CADE a organisé plusieurs sessions (sur les cyberlois et l'espace civique, les normes et l'inclusion, et les capacités en matière de droits numériques) et a tenu un stand tout au long du Forum afin de favoriser l'apprentissage entre pairs, de partager ses conclusions et d'engager les participants dans un dialogue sur les dynamiques de pouvoir qui façonnent la gouvernance numérique mondiale.



- **Forum UE – Amérique Latine et Caraïbes (ALC-UE) de la société civile (7-8 novembre, Santa Marta) : Renforcer l'espace civique et les exigences de participation dans les deux régions.** Lors du Forum de la société civile ALC-UE, Forus a soutenu le leadership et la coordination de ses membres afin de garantir que les priorités en matière d'environnement favorable à la société civile soient ancrées dans les résultats du forum et reflétées dans les discussions politiques bi-régionales. En collaboration avec ses membres et ses partenaires impliqués dans la coordination (notamment MESA et ses alliés liés à CONCORD), Forus a contribué à harmoniser les données et les messages, en s'appuyant sur les connaissances de l'UE SEE lorsque cela était pertinent, et a soutenu une forte présence de la société civile tout au long des sessions. L'un des principaux résultats collectifs a été la déclaration du forum, approuvée par une large coalition d'organisations, appelant à ce que le partenariat entre l'Amérique latine et les Caraïbes et l'UE soit fondé sur les droits, l'inclusion et la légitimité démocratique, et exigeant la mise en place de mécanismes formels pour un dialogue structuré et un suivi avec la participation significative de la société civile et des communautés les plus touchées par l'exclusion.
- **Forum Union Africaine – Union Européenne (UA-UE) de la société civile et de la jeunesse (20-21 novembre, Luanda) : positionner l'environnement favorable à la société civile comme condition préalable à la légitimité du partenariat.** Lors du Forum de la société civile et de la jeunesse UA-UE, Forus a contribué à mettre en avant les priorités de ses membres en matière de protection de l'espace civique, de financement prévisible et de participation institutionnalisée au sein du partenariat UA-UE. Le vice-président de Forus, le Dr Moses Isooba (UNNGOF), a représenté le réseau et a renforcé un message central : un environnement favorable n'est pas accessoire, c'est une condition préalable à des investissements responsables, à un partenariat légitime et à des résultats durables. Les conclusions de la société civile ont fait écho aux demandes constantes des membres de Forus : protection des libertés hors ligne et en ligne, financement accessible aux acteurs locaux et aux jeunes, et mécanismes permettant de faire passer la participation de la consultation à l'influence. Cet engagement a renforcé le positionnement commun entre les régions et a créé des points de suivi pour le plaidoyer auprès des parties prenantes de l'UA et de l'UE.
- **G20 Johannesburg (18-20 novembre, Johannesburg) : Soutenir l'analyse des membres et amplifier les demandes de réforme systémique.** Au cours du cycle du G20 qui s'est achevé à Johannesburg, les membres de Forus ont suivi les négociations et se sont engagés dans des espaces de la société civile pour plaider en faveur de réformes systémiques sur la dette, la fiscalité et les inégalités, en particulier dans la foulée de la FFD4. Des membres tels que JANIC et Bond ont apporté leurs réflexions issues du Sommet social et du Sommet des peuples, où la mobilisation de la société civile a fortement plaidé en faveur de la «taxation des super-riches», de l'«annulation de la dette» et de la garantie d'un financement pour la justice climatique. Forus a utilisé les idées de ses membres pour alimenter les discussions du réseau sur la manière de s'engager plus tôt au niveau national, de protéger la participation significative de la société civile et de renforcer le contrôle de l'ensemble de l'écosystème du financement au-delà de l'APD (dette, fiscalité et financement climatique), car ces leviers façonnent l'espace budgétaire pour les droits et l'investissement social.



- **COP30 (Conférence des Parties à la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques) Belém (10-21 novembre, Brésil) : mettre en avant les points de vue des membres sur le financement climatique, le leadership autochtone et l'accès aux ressources.** Lors de la COP30, les membres de Forus de plusieurs régions ont partagé leurs réflexions fondées sur les résultats et les lacunes, en particulier sur les modalités du financement climatique, la transition juste et la nécessité de s'engager pour tenir compte des réalités locales. Les points de vue des membres de POJOAJU (Paraguay) et ABONG (Brésil) ont mis en évidence des préoccupations convergentes : le recours continu à des instruments générateurs de dette, le risque que les engagements de haut niveau ne se traduisent pas par des ressources accessibles pour les communautés, et l'importance de la participation et du leadership autochtones dans la gouvernance climatique. Forus s'est appuyé sur les contributions de ses membres pour souligner les priorités en matière de plaidoyer pour l'avenir : passer à un financement climatique accessible et basé sur des subventions, renforcer les garanties et la redevabilité en matière de mise en œuvre, et suivre la manière dont les résultats de la COP se traduisent en politiques nationales et en protections pour ceux qui sont en première ligne face à la crise climatique.
- **ICANN (Société pour l'Attribution des Noms de Domaines et des Numéros sur Internet) (25-30 octobre, Dublin) :** le projet CADE a renforcé son engagement dans la gouvernance mondiale de l'internet en co-organisant, avec le groupe des parties prenantes non commerciales (NCSG), une table ronde ouverte sur le thème «**Blocage du Système des Noms de Domaines (DNS) et droits humains**». La session a réuni des représentants de la société civile, des experts techniques et des défenseurs des droits humains afin d'analyser l'impact des restrictions de contenu basées sur le DNS sur la liberté d'expression et l'accès à l'information. En favorisant le dialogue sur la transparence, la redevabilité et les approches respectueuses des droits en matière de sécurité, le CADE a contribué à garantir que les droits humains restent au centre des discussions qui façonnent l'avenir de l'infrastructure et de la politique Internet.



SOUTENIR

En 2025, Forus a continué à renforcer les capacités de son réseau, en s'appuyant sur une approche fondée sur les besoins et axée sur l'impact afin de soutenir ses membres aux niveaux national, régional et mondial. Grâce à des méthodologies entre pairs, le réseau a renforcé le leadership, l'expertise et l'innovation, tout en favorisant la collaboration et l'apprentissage mutuel. Au fil des ans, Forus a soutenu plus de 70 projets nationaux de renforcement des capacités et renforcé 6 Coalitions Régionales, encourageant ses membres à co-crée des initiatives qui renforcent les liens et les synergies.

Parmi les faits marquants de 2025, on peut citer:

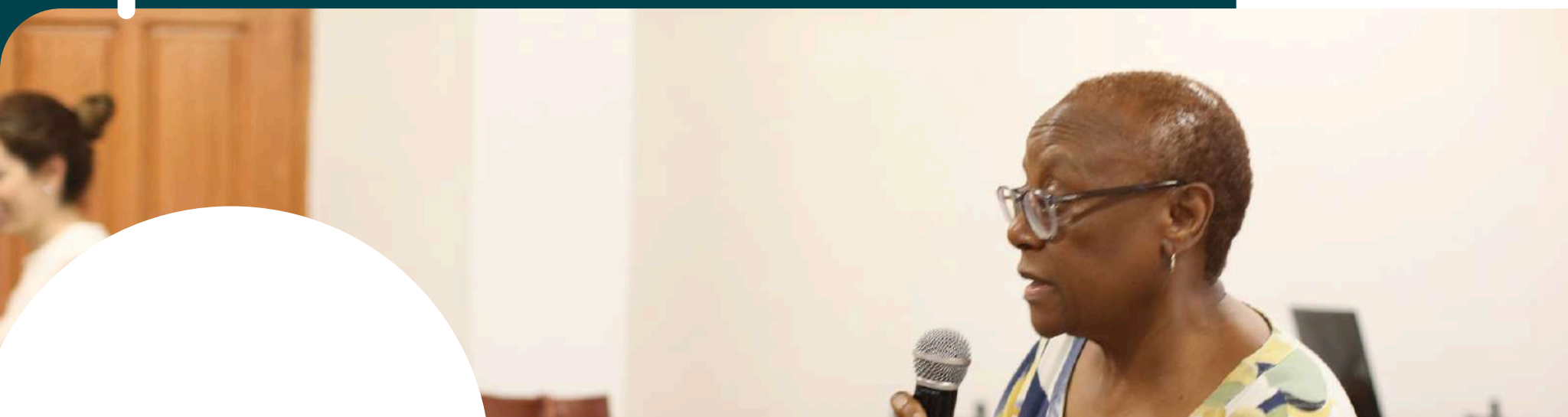
- La réalisation et la diffusion des **auto-évaluations organisationnelles de Forus**, qui fournissent aux membres des informations exploitables pour améliorer leurs structures et leur impact.
- Le programme de partenariats pour les projets nationaux de Forus, réactivé en 2025, s'est associé à 12 membres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine afin d'apporter un soutien flexible et sur mesure au renforcement organisationnel.
- Cycle 5 du Programme de développement du leadership (LDP), qui vise à autonomiser les leaders émergents et chevronnés de la société civile, en mettant l'accent sur le leadership féminin et la narration comme outils de transformation pour le développement personnel.



- **Sessions de partage de compétences, modules d'apprentissage et plateformes de soutien par les pairs** couvrant des sujets essentiels tels que la mobilisation des ressources, l'IA pour la gestion des ONG, l'engagement des membres et la redevabilité dynamique, ainsi que la sécurité numérique et le renforcement de la résilience.
- **Soutien continu à la collecte de fonds et services de conseil**, aidant les membres à renforcer leur durabilité et leur impact à long terme.
- Lancement d'un projet pilote de développement de réseaux offrant un soutien structurel pour redynamiser les réseaux opérant dans des espaces civiques restreints, touchés par des coupes budgétaires de longue date, la répression politique et la perte d'engagement des membres et du personnel.

Cette approche a renforcé l'engagement de Forus à doter les organisations de la société civile des outils, des connaissances et des réseaux nécessaires pour mener le changement dans un paysage mondial de plus en plus complexe.

- [Pour en savoir plus sur notre pilier « Soutenir », cliquez ici.](#)



Auto-évaluation organisationnelle de Forus

L'auto-évaluation organisationnelle a aidé les membres de Forus à réfléchir aux structures et aux compétences du réseau, en mettant en évidence ses points forts et ses axes d'amélioration. Les 24 membres qui ont réalisé l'analyse ont indiqué leur confiance dans l'élaboration de stratégies, le recrutement d'organes de gouvernance diversifiés et l'obtention d'une reconnaissance. Cependant, les compétences numériques, les déficits de financement et le partage des connaissances restent des priorités essentielles. Les enseignements tirés des évaluations permettront de mettre en place un soutien sur mesure pour notre réseau. [Découvrez les principales tendances ici.](#)

Nouveau cycle de projets des plateformes nationales

Grâce à des partenariats individuels dédiés avec ses membres nationaux, Forus met en œuvre des initiatives de renforcement des capacités sur mesure, répondant aux besoins spécifiques et aux stratégies de changement de chaque plateforme. Parmi les 24 membres de Forus ayant participé à l'auto-évaluation organisationnelle, **12 ont été sélectionnés par le comité de pairs pour participer au cycle 6 des partenariats de projets nationaux**, qui s'est achevé en 2025. Le comité de pairs, un groupe bénévole dirigé par des membres chargés de concevoir les appels à candidatures et de sélectionner collectivement les partenaires du projet, était composé de **Cooperation Canada, du CNONGD (RDC), de Red Encuentro (Argentine), de l'ANONG (Uruguay), du FONGTO (Togo) et du CODE-NGO (Philippines)** pour ce cycle. Le cycle 6 a donné lieu à des résultats importants grâce à un soutien financier intensif et à un accompagnement technique en matière de gestion de projet, de suivi budgétaire et de déclaration. **Le cycle 7 débutera en janvier 2026** et poursuivra cet engagement à autonomiser les membres nationaux et à favoriser la résilience et le soutien par les pairs au sein du réseau Forus.

Découvrez une sélection de projets ci-dessous et tous les projets ici.

- Réviser la vision, renforcer la gouvernance et développer le plaidoyer pour un avenir plus inclusif

PDA (Pakistan)

Le projet PDA (Pakistan Development Alliance) vise à renforcer l'organisation pour un avenir plus inclusif et plus efficace. Ses principaux objectifs sont de réviser la vision et la mission de la PDA, d'élaborer un plan stratégique quinquennal, de redéfinir sa structure de gouvernance avec un cadre de diversité, d'équité, d'inclusion et de justice (DEIJ) et de créer une stratégie de plaidoyer globale. Les activités prévues en 2025 comprenaient la formation du personnel à une approche fondée sur les droits humains, le recrutement d'un consultant pour élaborer la stratégie de plaidoyer et l'implication active des membres dans la révision des structures de gouvernance afin de garantir une appropriation commune, l'inclusivité et l'alignement sur les objectifs à long terme de l'organisation.



- Renforcer le plaidoyer, la gestion des ressources et l'engagement pour un impact plus important

Red Encuentro (Argentine)

Red Encuentro s'efforce d'améliorer ses capacités de plaidoyer, en amplifiant la voix et l'influence de ses membres tout en soutenant les initiatives locales. Le projet se concentre sur l'amélioration **de la gestion des ressources, de la communication et de l'engagement des bailleurs de fonds** afin de garantir la pérennité des opérations. En élargissant sa portée, en encourageant la diversité de la participation, en influençant les agendas publics et en partageant les enseignements systématisés avec Forus et le réseau au sens large, Red Encuentro vise à renforcer à la fois ses capacités internes et son impact sur le plaidoyer de la société civile en Argentine et au-delà.

- Renforcer l'engagement des membres et la planification stratégique pour 2025 et au-delà

BOCONGO (Botswana Council of NGOs)

Bocongo s'efforce d'améliorer l'engagement de ses membres en suivant efficacement la composition de ses adhésions et en renforçant les relations, permettant ainsi aux membres de tirer parti des forces, des compétences et de l'expertise de chacun. En 2025, BOCONGO **élaborera** également **un nouveau plan stratégique** pour les années à venir, qui comprendra une **stratégie de mobilisation des ressources et un plan de collecte de fonds**, afin de garantir que l'organisation soit bien positionnée pour une croissance durable et un impact accru à travers son réseau.

- Promouvoir la planification stratégique, la gestion des connaissances et l'intégration numérique

FONGTO (Fédération des Organisations Non Gouvernementales au Togo)

FONGTO renforce ses capacités organisationnelles grâce à la planification stratégique, à la gestion des connaissances et à l'intégration numérique. D'ici fin 2025, FONGTO vise à **finaliser son plan stratégique 2025-2030, à mettre en place une politique de gestion des connaissances accompagnée d'une formation du personnel et à lancer une plateforme numérique intégrée**. Ces initiatives sont conçues pour améliorer l'efficacité opérationnelle, favoriser l'innovation et renforcer à la fois la durabilité et l'engagement des membres au sein de la fédération.

- Améliorer les compétences en matière de collecte de fonds, les capacités numériques et les synergies collaboratives pour avoir un impact local

UNITAS (Red Unitas – Bolivie)

UNITAS s'efforce de renforcer les capacités de son réseau de 22 organisations partenaires. D'ici septembre 2025, le projet vise à améliorer les compétences en matière de collecte de fonds et de mobilisation des ressources de 60 % du personnel clé, à renforcer les capacités numériques et de gestion des connaissances de 40 % de ces institutions et à favoriser la collaboration entre au moins 30 % des partenaires afin de créer des synergies thématiques et territoriales. Grâce à des dialogues structurés et à des actions coordonnées, UNITAS cherche à amplifier l'influence locale et à générer un impact social significatif dans toute la Bolivie.

- Renforcer la planification stratégique et les capacités numériques pour un engagement efficace des membres

40

SINERGIA (Venezuela)

Sinergia renforce ses capacités organisationnelles et numériques afin d'améliorer le travail à distance et la communication avec ses membres. Le projet vise à **améliorer la planification stratégique pour une gestion plus efficace**, à favoriser l'échange de connaissances et le réseautage, et à fournir des formations ciblées afin d'accroître l'efficacité des membres. Les principales activités comprennent la réalisation d'une **analyse SWOT**, la révision de **la mission et de la vision** de l'organisation, la définition **d'objectifs clairs avec des indicateurs mesurables**, la mise en place **d'une formation à la planification stratégique** et la création d'un **système de suivi et d'évaluation** pour suivre les progrès et adapter les stratégies.

- Moderniser la structure et renforcer l'engagement numérique pour la croissance et la durabilité

CNONGD (DRC)

Il s'efforce de moderniser sa structure organisationnelle et de renforcer l'engagement numérique avec ses membres. Le projet se concentre sur **la mise à niveau des équipements et des systèmes**, la mise en place d'une infrastructure numérique et l'amélioration de la capacité du réseau à **mobiliser et à engager les membres existants, à attirer de nouveaux membres et à obtenir des ressources grâce à des partenariats stratégiques et durables**. Ces efforts visent à soutenir la croissance à long terme, l'efficacité opérationnelle et l'impact du CNONGD au sein de l'écosystème de la société civile congolaise.

- Nouvelle stratégie et nouvelles politiques grâce à des feuilles de route et des plans d'action inclusifs

CSCI (Côte d'Ivoire)

Le CSCI a finalisé la conception de sa nouvelle stratégie et de ses nouvelles politiques et se concentre désormais sur **la mise en œuvre de ces lignes directrices dans des feuilles de route et des plans d'action concrets**. Le processus met l'accent sur **la participation inclusive**, en veillant à ce que les divers groupes au sein de la plateforme soient impliqués de manière significative et que leur approbation soit obtenue, renforçant ainsi l'appropriation et l'efficacité de l'orientation stratégique du CSCI.

- Renforcement de la gouvernance, de la génération de ressources et des compétences numériques pour un impact accru des ONG

NFN (Fédération des ONG du Népal)

L'organisation s'efforce de renforcer la gouvernance, la mobilisation des ressources et les capacités numériques à travers son réseau. Les principales activités prévues en 2025 comprennent **l'évaluation des lacunes en matière de gouvernance et de gestion, l'élaboration de politiques et de lignes directrices essentielles, la formation de 280 ONG membres à la génération de ressources et aux compétences numériques, la numérisation de la base de données des membres, la mise en place de formations participatives pour le conseil d'administration et le personnel, et l'amélioration de l'infrastructure informatique et des logiciels** afin d'améliorer les capacités numériques et l'efficacité globale de l'organisation.

- **Renforcer l'engagement des membres, la diversité du conseil d'administration et les ressources humaines**
NNNGO (Nigeria Network of NGOs)

Le NNNGO s'efforce de renforcer l'engagement de ses membres, de diversifier son conseil d'administration et de renforcer les capacités en matière de ressources humaines au cours du 6e cycle des partenariats nationaux de projet. Pour soutenir ces objectifs, l'équipe de coordination s'agrandira en recrutant du personnel supplémentaire pour le programme. Les principales activités comprennent **le renforcement des capacités des équipes MEAL et RH, la formation en présentiel du personnel chargé des programmes sur l'engagement des membres, la mise en œuvre d'un logiciel de Gestion de la Relation Client (CRM) pour améliorer la communication et l'acquisition d'outils numériques pour renforcer la sécurité et la création de contenu**. Ces efforts visent à combler les lacunes en matière de main-d'œuvre, à accroître la participation des membres et à renforcer l'efficacité globale de l'organisation.

- **Améliorer la gouvernance, la collaboration régionale et l'alignement stratégique**
PFNOSCM (Plateforme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar)

L'organisation s'efforce de renforcer la gouvernance, de stimuler la collaboration entre les plateformes sous-régionales et de mettre en œuvre son **plan stratégique 2025-2028**. Ses principaux objectifs consistent à **organiser des assemblées régionales pour élire un nouvel organe de gouvernance, à réaliser des diagnostics institutionnels et organisationnels et à améliorer les stratégies de communication**. Les activités qui se sont déroulées en 2025 comprennent **deux ateliers interrégionaux, la participation active des membres à la révision de la gouvernance** et la préparation de **la Convention Nationale n° 4**, qui coïncidera avec le 20e anniversaire de la PFnOSCM, afin de garantir **l'appropriation collective et l'alignement stratégique** de la plateforme et de ses sous-régions.



08

Programme de développement du leadership Forus

Cycle 5 : Promouvoir le leadership des femmes

Le 5e cycle du programme de développement du leadership Forus, achevé en 2025, s'est concentré sur **l'autonomisation des femmes leaders** au sein du réseau Forus et sur la promotion **d'une gouvernance inclusive et de l'égalité des genres**, conformément aux ODD et à la révision 2025 de l'ODD 5. **Douze participantes** issues du réseau mondial ont pris part à une retraite en présentiel à Manille, aux Philippines (du 4 au 7 mars 2025), et ont traduit les enseignements acquis en **actions pratiques et transformatrices** au sein de leurs organisations d'origine. Guidées par la coach en leadership Nomvula Dlamini et la coordinatrice du renforcement des capacités de Forus Elisa Novoa, les participantes ont renforcé leurs compétences en matière de plaidoyer, d'apprentissage entre pairs et de collaboration, tout en mettant en œuvre des projets tels que des ateliers de partage des connaissances, des réformes organisationnelles, des outils de mémoire collective et des initiatives de leadership inclusif. Parmi les points forts, citons des initiatives telles que #MarchezAvecNous, qui encourage le leadership collectif des femmes, favorise le changement systémique et promeut la collaboration interrégionale. En août 2025, les participants ont organisé un **cercle d'apprentissage international sur le leadership inclusif**, démontrant comment un leadership pratique et axé sur les valeurs peut influencer les équipes, les systèmes et les communautés de la société civile dans le monde entier.



09

Soutien de Forus à ses membres en matière de collecte de fonds

Forus a lancé une nouvelle page web accessible uniquement à ses membres. Cette page web vise à mettre en avant plusieurs ressources qui peuvent aider les membres à identifier des opportunités de financement et à renforcer leurs systèmes de collecte de fonds. 63 organisations membres ont bénéficié de ce soutien en 2025. Elle met également en avant certains bailleurs de fonds par thème, en se concentrant sur ceux qui publient des appels à propositions pour octroyer des subventions. Cette page web est destinée à être utilisée comme un outil complémentaire à la boîte à outils de Forus sur [l'exploration de nouvelles approches de financement pour la société civile](#), publiée en 2020. Elle a été l'une des pages les plus visitées du site web en 2025, car nous avons continué à la mettre à jour.



INFLUENCER

Le pilier Influencer guide les efforts de Forus pour amplifier la voix de la société civile aux niveaux national, régional et mondial, en promouvant la gouvernance inclusive, le développement durable, le financement de la justice, les droits numériques, l'égalité des genres et le développement impulsé localement. Nous veillons à ce que les contributions de la société civile influencent les cadres politiques mondiaux, tout en aidant nos membres à s'engager efficacement dans les espaces de prise de décision.

En 2025, dans un contexte d'endettement croissant, de rétrécissement de l'espace civique et de mutation des structures de financement, Forus s'est mobilisé dans le cadre de processus mondiaux clés, notamment le **Forum Politique de Haut Niveau (FPHN)**, la **4ème Conférence Internationale sur le Financement du Développement (FFD4)**, le **Sommet Social Mondial et Finance en Commun**, tout en tirant parti de partenariats tels que le **Système de l'UE pour l'environnement favorable à la société civile (EU SEE)** et les **Alliances de la société civile pour l'autonomisation numérique (CADE)**. Notre plaidoyer a combiné l'engagement public et des contributions politiques en coulisses, en alimentant les discussions sur les réformes multilatérales, à l'ONU, à l'OCDE-CAD et à l'UE, avec des données probantes fournies par nos membres. Les priorités essentielles comprenaient la redevabilité et la localisation des ODD, la réforme du financement (justice en matière d'endettement, fiscalité, Banques de Développement), la protection de l'espace civique et la gouvernance numérique équitable.



Dans tous ces domaines, Forus a constamment appelé à la mise en place de systèmes de financement transparents, avec redevabilité et centrés sur les personnes, à un soutien prévisible sous forme de subventions pour la société civile, à une participation significative aux processus politiques et à des réformes qui réduisent les inégalités plutôt que de restreindre les droits. En reliant les réalités vécues par ses membres (réductions de financement, lois restrictives, menaces numériques) aux règles mondiales qui les façonnent, le pilier « Influencer » a traduit le pouvoir du réseau en un engagement politique concret et un positionnement collectif.

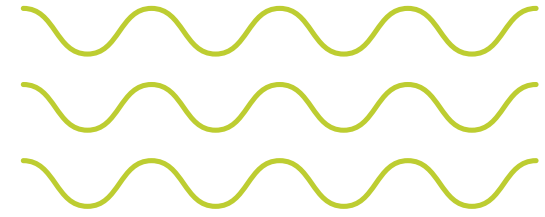
Les points forts de 2025, qui seront développés plus en détail ci-dessous, sont les suivants :

- **Plaidoyer mondial en faveur des ODD**
- Gouvernance **inclusive** - promouvoir la reconnaissance et la participation de la société civile dans les principaux processus d'élaboration des politiques
- **L'environnement favorable à la société civile, alimenté par les données**
- Contribution à des pratiques de gouvernance numérique plus équitables et participatives
- Financement du développement durable et repenser la nouvelle architecture du financement du développement

[Pour en savoir plus sur notre pilier « Influencer », cliquez ici](#)



Financement du développement durable



Dans un contexte de convergence des crises mondiales – du changement climatique et de la perte de biodiversité au rétrécissement de l'espace civique et à l'alourdissement du fardeau de la dette –, Forus est resté un **fervent défenseur d'un changement de paradigme dans le financement du développement**. Lors du **Sommet Finance en Commun (FiCS) 2025**, Forus et ses membres ont amplifié les appels en faveur **d'un financement du développement centré sur les personnes et la planète**, soulignant la responsabilité des banques publiques de développement dans la lutte contre les inégalités, la réduction de la pauvreté et le soutien à des transitions justes et durables grâce à des modèles de financement avec redevabilité et transparence.

L'engagement de Forus dans le cadre de l'initiative Finance en Commun s'est poursuivi grâce à des partenariats étroits avec quatre organisations membres : ABONG (Brésil), ADA (Asie), CCONG (Colombie) et NNNGO (Nigéria). Ces organisations ont œuvré aux niveaux national et régional pour exiger que la société civile soit véritablement associée aux stratégies, aux opérations et aux projets des Banques Publiques de Développement (BPD).

Dans le cadre de ses efforts de plaidoyer plus larges, Forus a constamment milité pour le **respect des droits humains et l'inclusion significative de la société civile** dans l'élaboration des systèmes financiers mondiaux. Les contributions du réseau ont permis d'informer et d'influencer des espaces et des processus politiques clés, notamment les **discussions du C20, le sommet Finance en Commun et la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FFD4)**. Grâce à ces engagements, Forus a renforcé le message selon lequel le financement du développement durable doit être fondé sur l'équité, la participation et la redevabilité envers les communautés qu'il est censé servir.

Parallèlement, Forus a également affiné son message sur l'économie politique du financement du développement, notamment les répercussions de la réduction de l'aide et les approches de plus en plus transactionnelles du financement. Dans le cadre de notre plaidoyer, nous avons constamment souligné que la réduction ou la refonte de l'APD sans garanties ne se traduit pas seulement par une diminution des ressources : elle peut accélérer la pression sur l'espace civique, affaiblir les écosystèmes de redevabilité et pousser la société civile à jouer un rôle à court terme plutôt que de favoriser un changement fondé sur les droits et ancré dans la communauté. Nous avons donc profité des moments clés de 2025 et des contributions politiques pour insister sur la nécessité d'un soutien prévisible, accessible et basé sur des subventions (y compris pour les plateformes et les réseaux), ainsi que sur des approches de financement qui ne pénalisent pas la société civile pour ses activités dans des environnements contestés ou à haut risque.

Voici quelques-unes de nos réalisations collectives :

Financement du développement durable

- Processus du financement en commun** : en 2025, Forus a joué un rôle de premier plan dans le **sommet du financement en commun (FiCS)**, organisé au Cap, en Afrique du Sud, en tant que coordinateur du **mécanisme informel des organisations de la société civile (OSC) au FiCS**. En collaboration avec ses partenaires de la société civile, Forus a contribué à l'élaboration et à la diffusion d'une **déclaration de la société civile** appelant les Banques Publiques de Développement (BPD) à aligner leurs opérations sur les droits humains, la justice climatique et le développement impulsé localement. Ce plaidoyer a été renforcé par la publication de **l'étude et de la boîte à outils de Forus sur l'engagement des Banques Publiques de Développement**, qui fournit des conseils pratiques et des points d'entrée concrets permettant à la société civile d'influencer les stratégies, la gouvernance et la redevabilité des BPD. Complété par des récits multimédias, notamment des interviews et des courts métrages documentaires donnant la parole à la société civile, le processus FiCS a renforcé le plaidoyer collectif en faveur d'une architecture de financement du développement centrée sur les personnes et la planète.
- Forus sur les réductions de l'APD** : En tant que réseau mondial de la société civile, Forus a continué à plaider en faveur d'un système de financement du développement fondé sur **la redevabilité et l'équité mutuelles**, garantissant que les ressources parviennent aux communautés les plus touchées par les inégalités, la fragilité et les crises. En 2025, ce plaidoyer a pris un caractère d'urgence renouvelé, alors que les pays du CAD ont célébré **le 50e anniversaire de leur engagement à allouer 0,7 % de leur revenu national brut (RNB) à l'Aide Publique au Développement (APD)**, un engagement qui n'a toujours pas été tenu par beaucoup d'entre eux. Forus a souligné que le sous-financement chronique, associé à la faiblesse des mécanismes de redevabilité, sape la solidarité mondiale et risque de laisser les plus vulnérables de côté. Ces préoccupations ont été reprises dans de nombreux espaces de plaidoyer, renforçant la nécessité d'un financement durable et prévisible pour les OSC.

The people behind the change

FINANCING CHANGE



L'Agenda 2030 et les ODD

Depuis l'adoption du cadre des ODD, Forus reste profondément engagé en faveur de l'Agenda 2030, plaidant pour des actions plus fortes et des engagements concrets de la part des décideurs. Les membres de Forus **ont activement fait progresser la mise en œuvre des ODD** aux niveaux national, régional et mondial, en soulignant la nécessité de **disposer de repères clairs, de progrès tangibles et de redevabilité**. Le réseau a aidé ses membres à participer aux **Examens Nationaux Volontaires (ENV)**, en plaidant en faveur d'approches globales qui protègent les droits humains, garantissent un financement adéquat et encouragent la participation significative de la société civile aux processus d'élaboration des politiques. À travers des campagnes telles que **#NeLaisserPerconnedeCôté**, Forus a mis en évidence les écarts persistants entre l'ONU et la société civile, appelant à un engagement renouvelé en faveur **d'une gouvernance inclusive et participative**.

Avec **13 pays où Forus compte des membres actifs présentant leurs ENV en 2025**, le réseau a réfléchi aux expériences passées, en particulier pour les plateformes participant pour la troisième ou quatrième fois, renforçant ainsi l'apprentissage collectif pour les cycles futurs. En parallèle, Forus a élaboré un **rapport mondial rédigé par ses membres sur la localisation et les partenariats multipartites dans le cadre de l'ODD 17**, qui a été lancé lors du **Forum Politique de Haut Niveau (FPHN) en juillet 2025**, mettant en avant les contributions factuelles du réseau à la promotion du développement durable mondial. En outre, Forus a également élaboré deux autres rapports, intitulés **«Une décennie de redevabilité : évaluer le rôle des Examens Nationaux Volontaires dans la promotion des objectifs de développement durable»** et **«Les ENV à la croisée des chemins : du symbolisme au changement systémique»**. Ces rapports examinent de manière critique une décennie de pratique des ENV, mettant en évidence les lacunes persistantes en matière de redevabilité et l'absence d'inclusion de la société civile, tout en appelant à des réformes urgentes pour transformer les ENV en mécanismes significatifs pour la réalisation des ODD. En 2026, sur les 36 pays participant aux ENV, 14 pays membres de Forus présenteront leurs ENV avec le soutien de Forus sous diverses formes.

 [En savoir plus sur les activités des membres de Forus pendant le FPHN 2025](#)



Le réseau Forus au Forum Politique de Haut Niveau des Nations unies – principaux enseignements.

En 2025, Forus a apporté une contribution forte et visible au **Forum Politique de Haut Niveau (FPHN)** grâce à une série d'interventions stratégiques et d'événements parallèles visant à faire progresser les **ODD et les partenariats inclusifs**. Au cours de deux **événements parallèles en présentiel et d'un événement virtuel**, Forus a réuni **plus de 200 participants**, dont des membres, des partenaires de la société civile et des décideurs politiques, créant ainsi des espaces de dialogue, d'apprentissage partagé et de plaidoyer collectif afin de renforcer la redevabilité, l'espace civique et la participation significative à la mise en œuvre des ODD.

- **Lancement en ligne et en présentiel du rapport «Unlocking the Power of Localisation and Multi-Stakeholder Partnerships to Rescue the SDGs»** (Libérer le pouvoir de la localisation et des **partenariats multipartites** pour sauver les ODD) : Forus a publié un nouveau rapport s'appuyant sur les perspectives et les expériences de toutes les régions du réseau. Cette publication souligne à quel point **les approches impulsées localement, les partenariats équitables et la gouvernance inclusive** sont essentiels pour accélérer les progrès vers la réalisation des ODD, en identifiant à la fois les obstacles structurels et les pratiques concrètes qui permettent à la société civile de jouer un rôle transformateur. En mettant l'accent sur les acteurs locaux et la redevabilité partagée, le rapport offre des idées pratiques pour aider à « sauver les ODD » et renforcer leur mise en œuvre au-delà des engagements mondiaux. Il souligne en outre que la localisation est essentiellement un transfert de pouvoir et de ressources, appelant à des partenariats basés sur la confiance, au financement direct des acteurs locaux et à la reconnaissance institutionnelle des solutions communautaires comme éléments fondamentaux pour la réussite des ODD.
- **Événement : Les ODD et l'espace civique menacés** : Forus, TAP Network, CIVICUS Ford Foundation, QUNO et Accountability Lab ont organisé un événement parallèle consacré aux défis existentiels auxquels est confrontée la société civile et au renforcement de la résilience.
- Soutenir les membres de Forus dans le cadre des Examens Nationaux Volontaires (ENV) : dans le cadre de notre **pilier «Soutenir» axé sur le renforcement des capacités à impact**, du Nigeria à l'Indonésie, Forus a aidé plusieurs de ses membres à suivre et à mettre en œuvre l'Agenda 2030. De la production de rapports parallèles à des campagnes de sensibilisation participatives sur les ODD, découvrez **ici** certains des projets menés par **les membres de Forus**.



Le multilatéralisme à la croisée des chemins : UN80 et la nécessité d'appeler à une ONU inclusive et centrée sur les personnes

Alors que l'ONU célébrait son 80ème anniversaire, les débats sur la réforme se sont intensifiés autour de la restructuration et des contraintes budgétaires, soulevant des inquiétudes quant au fait que des changements motivés par des considérations financières pourraient affaiblir les mandats en matière de droits et l'accès de la société civile. En réponse, Forus a publié l'éditorial **«UN80 : Three Tests to Make Reform About People, Not Spreadsheets»** (*UN80: trois critères pour que la réforme concerne les personnes, et non les tableaux*), exhortant les dirigeants à évaluer les réformes selon trois critères : réduisent-elles les inégalités, renforcent-elles la localisation et protègent-elles les droits et l'égalité des genres ? Tout au long du processus UN80, Forus et ses membres ont plaidé en faveur d'une réforme centrée sur les personnes qui préserve la participation civique et renforce l'action en faveur des communautés. Nous avons également soutenu la campagne «1 for 8 Billion» pour un processus de sélection transparent du secrétaire général des Nations unies et élaboré un cadre national de mise en œuvre du Pacte pour l'avenir afin d'aider les membres à suivre les mesures de suivi nationales et à défendre les engagements en faveur d'un environnement favorable.



L'environnement favorable à la société civile - Approche et contributions de Forus

En 2025, Forus et ses partenaires ont renforcé les espaces de la société civile et soutenu les membres confrontés à des menaces législatives croissantes. En reliant les données probantes menées par les membres aux politiques, Forus a fait passer les discussions sur les environnements favorables à la société civile de l'état de simples engagements abstraits à celui de changements opérationnels dans les pratiques des bailleurs de fonds et des organisations multilatérales.

Grâce au système européen pour l'environnement favorable à la société civile (EU SEE), Forus et ses partenaires dans **86 pays** ont suivi, analysé et documenté les tendances affectant l'espace civique. En 2025, de nouvelles études, des rapports nationaux et des alertes précoces ont fourni des informations exploitables pour un plaidoyer fondé sur des données probantes, un dialogue politique et des stratégies visant à protéger la société civile.

Les données de l'EU SEE disponibles sur la plateforme EU SEE Hub ont mis en évidence un rétrécissement de l'espace et un choc financier : des lois restrictives sur les ONG et les « ingérences étrangères », la répression numérique et la réduction des droits de manifestation se sont accompagnées d'une crise du financement (72 % des partenaires ont été touchés, dont 40 % gravement), perturbant les programmes et affaiblissant la redevabilité. Des analyses rapides, notamment sur le gel des financements américains, ont permis de prendre des décisions en temps réel en tenant compte de ces réalités.

Du suivi à l'influence : intégrer les données probantes sur l'espace civique dans les espaces politiques mondiaux

Une avancée majeure en 2025 a été la traduction des données probantes menées par les membres en processus politiques formels : **Mécanismes des Nations unies en matière de droits humains** : Forus et les partenaires de l'UE SEE ont soumis une contribution officielle au rapport du Rapporteur spécial des Nations unies pour la 80e session de l'Assemblée Générale des Nations unies sur «*La liberté de réunion et d'association, l'action collective et la solidarité humaine face aux menaces existentielles*». S'appuyant sur les données d'alerte précoce et les instantanés de référence de l'UE SEE, cette contribution met en évidence la manière dont les coupes budgétaires brutales, les restrictions juridiques et financières, les cadres d'aide sécurisés et la criminalisation des rassemblements pacifiques remodelent l'espace civique, et propose des garanties et des recommandations concrètes.



- **OCDE-CAD : faire passer les pratiques des bailleurs de fonds des engagements à la mise en œuvre.** En collaboration avec les plateformes membres et les partenaires de l'UE SEE, Forus a contribué à façonner la contribution de la société civile à l'examen quinquennal de la recommandation de l'OCDE-CAD sur la promotion de la société civile, en combinant des messages politiques à l'échelle du réseau avec des données probantes provenant de 86 pays. Notre demande principale : mettre en œuvre le principe «alerte précoce → action précoce» avec des protocoles clairs, des réponses axées sur la protection, le partage des risques et un financement flexible et prévisible, afin que les engagements des bailleurs de fonds se traduisent par des changements concrets dans le monde réel.
- **- SMSI+20 : défendre l'espace civique dans l'avenir numérique.** Par l'intermédiaire de l'UE SEE, Forus a coordonné les contributions du consortium au document sur les éléments du SMSI+20 et à l'avant-projet, appelant à une protection renforcée de l'espace civique en ligne, à des garanties contre les fermetures et la surveillance illégale, à un cryptage sécurisé, à des attentes plus claires en matière de responsabilité des entreprises, ainsi qu'à l'inclusion et au financement de la participation de la société civile dans les espaces de gouvernance numérique.

[Pour en savoir plus sur l'UE SEE, cliquez ici.](#)



13

Pouvoir local : changer les règles, pas seulement les discours

En 2025, Forus a souligné que la crise du financement de la société civile est structurelle : les coupes budgétaires, les exigences de conformité élevées et les récits politisés convergent avec le rétrécissement de l'espace civique, poussant les organisations à se mettre en mode survie. Les conclusions de l'EU SEE ont confirmé des répercussions graves et généralisées sur les services, le travail de protection et le plaidoyer.

En réponse, Forus a soutenu la mobilisation collective (#StandWithCivilSociety – être avec la Société Civile) amplifié la voix de ses membres grâce au podcast EU SEE et renforcé l'infrastructure du mouvement via le groupe de travail multilingue Pouvoir Local. Les membres ont présenté un programme clair : les communautés en tant que co-investisseurs, des partenariats basés sur la confiance avec un risque partagé, une redevabilité centrée sur les communautés et des contre-récits plus forts contre la criminalisation. Au-delà de la réaction aux chocs, Forus a poussé à une réforme structurelle afin que les acteurs locaux puissent véritablement prendre les rênes.

14

Défendre la dignité humaine, la protection et l'inclusion de la société civile

Au cours d'une année marquée par l'intensification des guerres et des crises humanitaires, Forus a réaffirmé son engagement en faveur de la paix, de la prévention des conflits et de la protection de la dignité humaine. Nous avons fait écho aux appels de la société civile en faveur d'une désescalade, du respect total du droit international humanitaire et d'un accès humanitaire sans entrave pour toutes les personnes dans le besoin. Dans le cadre de notre plaidoyer, nous avons souligné un message cohérent : une paix durable et une réponse efficace aux crises nécessitent une gouvernance inclusive et une participation significative de la société civile, en particulier des acteurs locaux les plus proches des communautés, soutenues par un environnement favorable et la protection des droits fondamentaux.

Nous avons également amplifié le message que notre réseau véhicule depuis longtemps : les plateformes de la société civile sont souvent parmi les premières à intervenir, à organiser la solidarité et à renforcer la cohésion sociale lorsque les systèmes échouent, mais elles ne peuvent jouer ce rôle que lorsque l'environnement favorable leur permet d'opérer en toute sécurité et en toute indépendance.

Promouvoir l'égalité des genres : leadership féministe, financement et multilatéralisme avec redevabilité

Dans le cadre de la CSW69, Forus et ses membres ont rassemblé les voix de la société civile mondiale afin d'accélérer les progrès en matière d'égalité des genres à un moment crucial. Notre engagement a mis en évidence le fait que la justice de genre ne peut progresser sans un financement durable, flexible et accessible pour les mouvements féministes et la société civile dirigée par des femmes, d'autant plus que le gel des financements et la réduction générale de l'aide perturbent les services et les programmes fondés sur les droits.

Au-delà de la CSW69, Forus a suivi et participé à la campagne visant à revitaliser la Commission de la Condition de la Femme (CSW) avant Beijing+30, renforçant ainsi une demande constante de la société civile féministe : passer de la consultation à la co-crédation, et de la réforme symbolique à la gouvernance partagée et à la justice financière. Nous avons également inscrit l'égalité des genres au cœur des débats plus larges sur la réforme des Nations unies, en insistant sur le fait que toute restructuration de l'ONU80 doit protéger les mandats en matière d'égalité des genres et ne doit pas éroder les espaces dont dépendent les défenseurs des droits des femmes pour influencer les politiques.



En 2025, Forus a mobilisé son réseau pour faire progresser l'engagement de la société civile dans les forums de gouvernance de l'internet, tant sur le devant de la scène qu'en coulisses. Malgré les obstacles à l'accès aux discussions politiques dus à un accès limité au financement et à une sous-représentation, en particulier des pays du Sud Global et des organisations de base, et malgré les difficultés à naviguer dans les systèmes de gouvernance de l'internet, Forus a continué à plaider en faveur d'une gouvernance numérique plus inclusive.

- **Le rapport cartographique et l'étude préliminaire**, élaborés par le consortium Alliance de la Société Civile pour le Renforcement des Capacités Numériques (CADE) en collaboration avec **Forus, DiploFoundation, ECNL (Centre Européen pour le droit des organisations à but non-lucratif) et Expectation State**, ont marqué une étape importante dans la compréhension de la participation de la société civile à la gouvernance de l'Internet. L'étude examine l'engagement des organisations de la société civile dans les principaux espaces mondiaux, notamment le Forum sur la Gouvernance de l'Internet (**IGF**), la Société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur Internet (**ICANN**), l'Union Internationale des Télécommunications (**UIT**) et le Groupe de Travail sur l'Ingénierie Internet (**IETF**). Elle révèle que si la société civile joue un rôle essentiel dans le rapprochement entre la gouvernance technique et l'intérêt public, sa participation reste inégale. L'engagement est le plus fort au sein de l'IGF, l'accès aux processus de l'ICANN, de l'UIT et de l'IETF étant plus limité en raison d'obstacles structurels tels que les contraintes de financement, la complexité des procédures et les barrières linguistiques. Le lancement de l'étude a créé un espace de réflexion collective et de dialogue sur ces conclusions, contribuant à identifier des voies pratiques vers une gouvernance numérique plus inclusive, accessible et durable. [Pour en savoir plus, cliquez ici.](#)
- **Forum sur la gouvernance de l'Internet (IGF) 2025** : lors du **20ème Forum sur la gouvernance de l'Internet (IGF)** qui s'est tenu à Lillestrøm, en Norvège, Forus a participé dans le cadre du **projet CADE (Alliance de la Société Civile pour le Renforcement des Capacités Numériques)**, apportant le point de vue de la société civile aux débats mondiaux sur l'avenir de la gouvernance numérique. Marquant les deux décennies de l'IGF, le forum a réuni plus de **9 000 participants de 165 pays** dans le cadre de plus de **260 sessions**, sous le thème « *Construire ensemble la gouvernance numérique* », Forus a contribué à amplifier les discussions sur **les droits numériques, la gouvernance de l'IA, l'inclusion et la coopération internationale**, en veillant à ce que les voix de la société civile, en particulier celles issues de contextes sous-représentés, restent au cœur des processus liés à **l'examen du Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI+20)** et au **Pacte numérique mondial**, et à la construction d'un avenir numérique plus ouvert, plus sûr et plus inclusif.
- **Notre campagne #ParlonsDigital en cours** : en 2025, nous avons exploré les droits numériques, les questions de gouvernance numérique et les possibilités pour la société civile de participer à la construction de l'avenir de l'Internet avec les membres et partenaires de Forus à travers le monde. À travers [une série de vidéos](#), nous abordons des sujets allant des concepts fondamentaux de l'écosystème des droits numériques à des questions clés telles que l'accès et l'abordabilité, la cybersécurité, l'éthique dans l'IA et les technologies émergentes, la justice de genre en ligne, la fracture numérique et les espaces de dialogue, d'influence et de réseautage, toujours dans une perspective intersectionnelle.

- La 12e édition du **Forum sur la liberté de l'Internet en Afrique (FIFAfrica25)** : Organisée du **24 au 26 septembre 2025 à Windhoek, en Namibie**, le membre de Forus **NNNGO (Réseau d'ONG du Nigéria)** a fait entendre la voix de la société civile dans les discussions continentales sur **les droits numériques, l'inclusion et la gouvernance de l'Internet**. Le forum a réuni des décideurs politiques, des acteurs de la société civile, des défenseurs des droits humains, des régulateurs, des médias et des universitaires à un moment marqué par les excellents résultats de la Namibie en matière de liberté de la presse et de leadership inclusif en matière de genre. Le NNNGO a souligné le potentiel transformateur de l'internet tout en insistant sur la nécessité urgente de protéger les droits, de garantir l'accessibilité financière et l'accès, d'empêcher les coupures d'internet et de relever les nouveaux défis liés à l'intelligence artificielle.



#Parlons Digital | Forus

À quoi ressemblera l'avenir de la numérisation ? Comment en faire partie ?

 forus-international.org

La voix des jeunes

POUR LES DROITS NUMÉRIQUES



Charlemagne Agbassa
Benin



Huguette Oke
Benin



Francia Andriamanantena
Madagascar



Kasumi Ranasinghe Arachchige
Sri Lanka



Mar Marín
Mexico



Rhoda Julius
Tanzania



Ganga Bahadur Gautam
Nepal



Nancy Borissova
Bulgaria



Aurelio Mofuga
Tanzania



Jonathan Dueñas
Ecuador



Mustapha Lawal
Nigeria



Facundo Rodriguez
Argentina



Himani Singh
India



Ramna Saeed
Pakistan



Roi Vincent M. Merca
Philippines

Engagement politique de l'UE : renforcer la mise en œuvre inclusive dans le prochain cycle de l'UE (Global Gateway, Cadre Financier Pluriannuel - CFP et action extérieure)

En 2025, Forus a approfondi son engagement dans les processus politiques de l'UE qui façonnent le prochain cycle d'action extérieure, en apportant des perspectives fondées issues d'un réseau mondial de plateformes nationales et régionales de la société civile au dialogue avec les parties prenantes de l'UE. Au fur et à mesure que les discussions avançaient sur le futur Cadre Financier Pluriannuel (CFP) et l'évolution des priorités de l'action extérieure, Forus a apporté des informations fondées sur des données probantes sur la manière dont les choix de l'UE se traduisent en réalités opérationnelles pour les écosystèmes de la société civile dans les pays partenaires, en particulier en ce qui concerne l'accessibilité, la prévisibilité et l'efficacité du soutien à la société civile, ainsi que les conditions permettant une participation significative.

Cet engagement comprenait également une attention particulière accordée à Global Gateway, un cadre européen de plus en plus important pour les partenariats et les investissements internationaux. Grâce à la participation de Forus à la Global Gateway Civil Society et la plateforme de dialogue des autorités locales (Local Authorities Dialogue Platform), nous avons contribué à faire le lien entre les intentions politiques et les réalités de la mise en œuvre en aidant nos membres à mieux comprendre le fonctionnement de Global Gateway, les domaines dans lesquels la société civile peut apporter une contribution constructive et les moyens de renforcer la participation, la transparence et les garanties dans la pratique. S'appuyant sur l'expérience de ses membres et sur les échanges interrégionaux, Forus a partagé des conseils pratiques pour l'engagement avec les délégations de l'UE et a organisé un webinaire mondial avec CONCORD Europe afin d'élargir la compréhension et de renforcer la capacité de la société civile à s'engager efficacement. À travers ces efforts, Forus a constamment souligné l'importance de stratégies d'investissement à grande échelle qui soient inclusives dès leur conception, informées par les réalités communautaires et soutenues par des voies claires de redevabilité et de participation, et qui aident les membres à s'engager efficacement.

Parallèlement à son engagement au niveau de l'UE, Forus a investi dans la création de ponts entre les deux régions, notamment les forums de la société civile Amérique Latine, Caraïbes – Union Européenne (ALC-UE) et Union Africaine -Union Européenne (UA-UE), créant ainsi des espaces permettant à ses membres d'échanger des stratégies et de partager des enseignements sur la manière dont les changements mondiaux (réductions de l'APD, rétrécissement de l'espace civique, réglementation numérique et réformes du financement du développement) se traduisent différemment selon les contextes. Il s'agit là d'un élément central de la valeur ajoutée de Forus : relier les réalités vécues par les communautés aux espaces politiques où sont négociées les règles de financement et de gouvernance, traduire l'expérience des membres en informations exploitables et soutenir une coopération plus cohérente et ancrée localement.

Groupes de travail de Forus

En 2025, 56 % des membres ont régulièrement participé aux groupes de travail sur le plaidoyer de Forus. Ces groupes de travail ont développé des initiatives sur diverses questions mondiales identifiées par les membres du réseau. Des ODD à la communication, en passant par les droits numériques et bien d'autres thèmes, ces groupes de travail ont ensemble jeté des bases solides pour l'action collective, le partage des connaissances, le plaidoyer, la communication et le renforcement des capacités. Vous trouverez ci-dessous quelques points forts des groupes de travail de Forus.

Le groupe de travail Agenda 2030 a renforcé l'influence collective des membres de Forus sur la mise en œuvre et la redevabilité des ODD en coordonnant l'engagement de la société civile autour du processus ENV et du FPHN 2025. Tout au long de l'année, le groupe a aidé les membres à identifier et à remédier aux faiblesses des ENV (participation limitée, rapports sélectifs, lacunes dans les données et rétrécissement de l'espace civique) et a promu des stratégies pratiques telles que les rapports parallèles/dédiés, les données fournies par les citoyens et des mécanismes de participation multipartite plus solides. Il a également servi d'espace de coordination pour fournir des produits de plaidoyer communs et des moments de visibilité : finalisation du rapport phare de Forus sur la localisation et les partenariats, réflexion sur 10 ans d'ENV à travers «Une décennie de redevabilité», mobilisation des membres autour de la campagne «Nous ne laissons personne de côté, et vous ?» et en harmonisant les messages communs et les événements parallèles pour le FPHN 2025 (y compris les conseils aux participants, l'aide à l'inscription et la coordination pour les membres des pays participant aux ENV).

Le groupe de travail sur le financement du développement durable (FfSD) a servi de principal espace de coordination à Forus pour renforcer l'influence de la société civile sur la gouvernance financière mondiale et le financement du développement durable, en mettant fortement l'accent sur la 4ème Conférence Internationale sur le Financement du Développement FFD4 (Séville), le Sommet Finance en Commun (FiCS) et le processus G20/C20. Le groupe a aidé ses membres à relier les négociations mondiales aux actions de plaidoyer nationales (notamment les campagnes sur le budget de l'APD et les priorités nationales), a soutenu une présence coordonnée de Forus grâce à la constitution de délégations, à des bourses de voyage, à des appels de coordination hebdomadaires avant le FFD4 et à la co-organisation d'événements parallèles, et a amplifié la voix des membres grâce à une campagne de communication (kit multimédia, interviews, podcasts/documentaires). Le groupe de travail a également fait progresser les priorités politiques communes (intégrité de l'APD, banques publiques de développement et engagement des OSC, réforme du financement climatique, architecture de la dette/financière et justice fiscale) et a créé des mécanismes de suivi pratiques (enquêtes, échanges WhatsApp, sessions d'apprentissage et discussions stratégiques) afin de maintenir la dynamique au-delà de Séville et jusqu'à la COP30 et au cycle du G20, en s'appuyant sur les données probantes fournies par les membres et la solidarité interrégionale.

En 2025, le **groupe de travail sur l'environnement favorable** a servi de centre névralgique pour l'apprentissage entre pairs et la réponse rapide de Forus sur les tendances en matière d'espace civique et les menaces pesant sur l'environnement favorable à la société civile. Grâce aux échanges entre les membres et au déploiement de l'UE SEE (alertes, instantanés et données probantes provenant des pays émergents), le groupe a suivi les changements majeurs affectant la société civile, en particulier le gel des financements de l'USAID, les mesures restrictives «anti-ONG», la criminalisation et la répression numérique croissante, et a traduit ces informations en stratégies pratiques (voies de financement de la résilience, idées de défense juridique, sécurité numérique, création de coalitions et de récits contre-offensifs). Le groupe a également contribué à mobiliser ses membres afin qu'ils fournissent des données probantes pour des actions de plaidoyer collectives, notamment la révision de la recommandation de l'OCDE-CAD, et à renforcer la solidarité interrégionale lorsqu'une plateforme est sous pression.

Grâce au **groupe de travail sur le pouvoir local**, les membres de toutes les régions ont fait progresser un programme commun intitulé «Transférer le Pouvoir», axé sur la redistribution du pouvoir décisionnel, la réforme des incitations au partenariat et le renforcement de la redevabilité envers les communautés. À travers des échanges multilingues entre pairs, le groupe de travail est passé de définitions communes à des leviers concrets, notamment le partage des risques et la réforme de la conformité, la réalité des coûts indirects, le financement flexible à long terme et le changement de discours pour s'éloigner des cadres caritatifs/bénéficiaires. Dans un contexte de restriction de l'espace civique et de chocs financiers, les membres ont également élaboré un cadre politique plus clair pour le leadership local : les communautés en tant que co-investisseurs et décideurs, et la société civile en tant qu'acteur stratégique dans la coopération et la «diplomatie civique», et non pas simplement en tant qu'exécutant. Ce travail a permis aux membres de disposer de messages communs et de modèles pratiques qu'ils peuvent utiliser dans le cadre de leurs activités de plaidoyer au niveau national et de leur engagement auprès des bailleurs de fonds afin de promouvoir des partenariats équitables et basés sur la confiance.

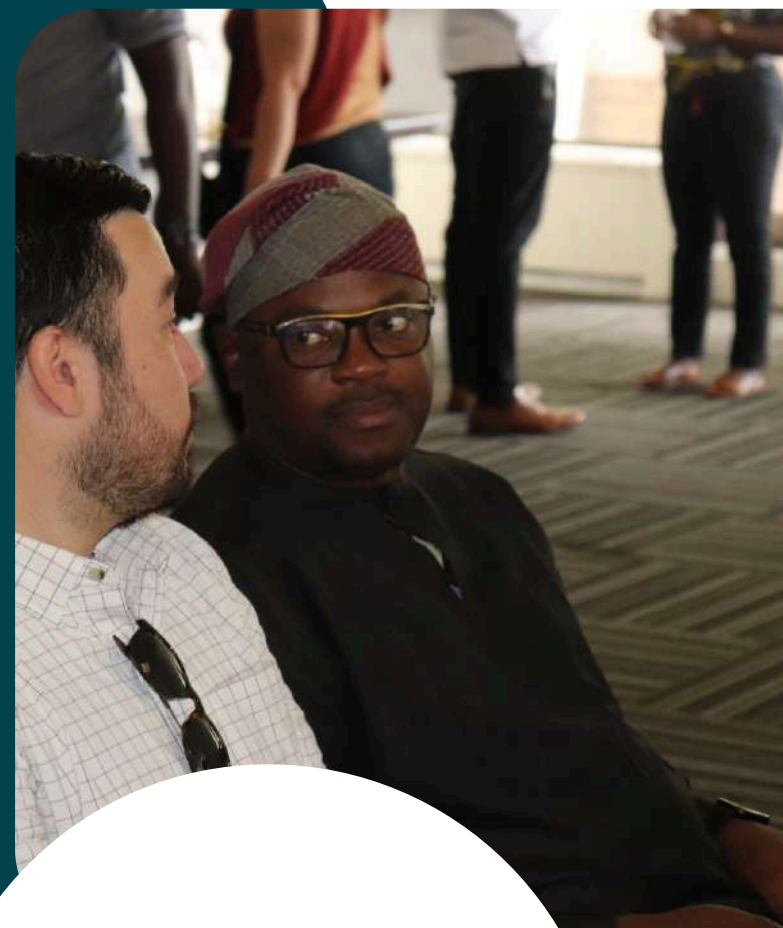
Le groupe de travail sur la gouvernance numérique offre une plateforme pour aborder des questions telles que les inégalités numériques, la protection des données et le rôle de la société civile dans l'élaboration des politiques technologiques. Les efforts de collaboration du groupe visent à relever les défis posés par les technologies émergentes telles que l'IA et la cybersécurité pour les OSC. En 2025, le groupe de travail sur la gouvernance numérique a offert un espace de coordination pour aider les membres à rester en contact sur les questions clés de la gouvernance numérique, en mettant particulièrement l'accent sur l'IA et la participation de la société civile. Le groupe a soutenu l'apprentissage partagé grâce au webinaire «L'IA et les pays du Sud Global» (avec FINGO, CARE, Accenture et Forus), qui a souligné la nécessité d'une prise de décision plus inclusive et plus ancrée localement en matière d'IA, notamment par une meilleure connaissance de l'IA, une meilleure gouvernance des données et des mesures de protection contre l'exclusion numérique. Plus tard dans l'année, le groupe a également contribué à diffuser et à discuter les conclusions du rapport de cartographie et de l'étude de référence du CADE, qui ont mis en évidence les obstacles limitant la participation de la société civile, en particulier pour les acteurs du Sud Global, dans les principaux espaces de gouvernance de l'internet, et ont souligné les facteurs pratiques favorables tels que le financement durable, le mentorat et des outils de participation plus accessibles.

RENFORCEMENT DU SUIVI, DE L'ÉVALUATION, DE LA REDEVABILITÉ ET DE L'APPRENTISSAGE (MEAL)

En 2025, Forus a continué à renforcer la redevabilité, la transparence et l'apprentissage au sein du réseau, en consolidant les systèmes et les pratiques qui garantissent que nous restons dirigés par nos membres, réactifs et fondés sur des données probantes. Depuis 2021, le suivi, l'évaluation, la redevabilité et l'apprentissage sont une priorité pour le travail du Secrétariat, favorisant une culture plus forte de réflexion, d'adaptation et de redevabilité partagée au sein du réseau.

Notre approche MEAL est **axée sur l'impact**, dans la mesure où elle va au-delà du simple suivi des activités et des résultats. Elle vise à comprendre les changements auxquels notre travail contribue, que ce soit au niveau des capacités de nos membres, de l'engagement collectif ou de notre capacité à nous impliquer et à influencer les espaces politiques. Dans cette perspective, l'impact n'est pas seulement évalué à la fin d'un cycle ; il est observé, analysé et discuté, ce qui nous permet de nous adapter, de renforcer notre soutien et de rester en situation de redevabilité tant envers nos membres qu'envers nos partenaires.

En 2025, nous avons encore renforcé nos systèmes MEAL et nos méthodes de travail afin d'améliorer l'efficacité et de favoriser **une prise de décision mieux informée par les données**. Parallèlement, nous avons approfondi nos **mécanismes de retour d'information** afin de recueillir et d'analyser systématiquement les points de vue, la satisfaction et les priorités de nos membres. En veillant à ce que les voix de nos membres influencent directement la planification, la conception des programmes et les choix stratégiques, nous continuons à renforcer l'engagement de Forus à rester un réseau véritablement dirigé par ses membres.



Comme chaque année, Forus a recueilli les commentaires de ses membres dans le cadre de **l'enquête d'impact 2025**, à laquelle **80 % des organisations membres** ont répondu. Conçue pour suivre l'impact de Forus sur les organisations membres et la qualité des relations entre les membres de Forus, cette enquête nous permet de suivre les tendances depuis 2022 et relie de nombreuses questions aux indicateurs clés des projets du réseau, alimentant directement les cadres de reporting et de résultats. L'enquête a donc un double objectif : elle favorise la redevabilité envers les bailleurs de fonds tout en servant d'outil pratique pour apprendre, s'adapter et s'améliorer, aidant ainsi Forus à avoir plus d'impact, à mieux servir ses membres et à maintenir un réseau dynamique dirigé par ses membres.

Stratégie 2026-2030 de Forus : nous sommes conçus pour ce moment !

Société civile, résilience, solidarité et pouvoir

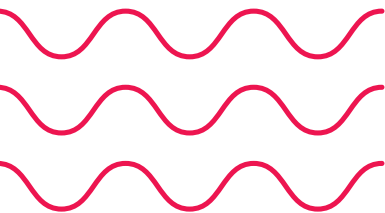
2025 a été une année charnière pour Forus, ses membres s'étant réunis pour façonner l'avenir du réseau à travers l'élaboration de la stratégie Forus 2026-2030. **80 % des organisations membres** ont participé à un processus très engageant, comprenant une enquête à l'échelle du réseau, deux séries de discussions de groupe régionales et des consultations thématiques axées sur le plaidoyer. Les organes de gouvernance ont été étroitement associés à ce processus, le Conseil ayant participé à trois réunions et ateliers spécifiques, dont une session en présentiel au Cap-Vert. Quatre versions successives de la stratégie ont intégré les commentaires des membres, des amis critiques, du Conseil et du Bureau, et trois documents de réflexion ont guidé la réflexion sur l'évolution du contexte mondial, l'état du réseau, les moyens de renforcer les liens entre les membres et les possibilités de plaidoyer et d'influence politique. De même, le **Forum Virtuel Forus 2025**, axé sur la nouvelle stratégie du réseau, a été l'occasion pour les membres de réfléchir collectivement à la mise en œuvre future du plan stratégique. Ce processus collaboratif a permis de garantir que la stratégie reflète les réalités, les priorités et les ambitions de nos membres.

Élaborée dans un contexte de rétrécissement de l'espace civique, de montée de l'autoritarisme et d'accroissement des inégalités mondiales, la stratégie réaffirme le rôle essentiel d'une société civile forte, unie et connectée à l'échelle mondiale. Elle s'articule autour de trois piliers — **Connecter, Soutenir et Influencer** — tous sous-tendus par l'accent mis sur **la santé du réseau**, fondée sur la confiance, la redevabilité, la solidarité et la coordination.

La stratégie intègre un engagement clair en faveur de l'efficacité collective et du changement à long terme. Sa théorie du changement met en évidence une logique simple mais puissante : plus le réseau est sain et cohésif, plus son influence collective et son potentiel de transformation sont grands. Le renforcement des relations, la promotion de la redevabilité et la promotion de l'apprentissage partagé à travers le réseau sont donc essentiels pour amplifier l'impact collectif de Forus dans les années à venir.

La stratégie 2026-2030 de Forus sera officiellement adoptée lors de l'Assemblée Générale de Forus 2026 qui se tiendra au Cambodge en mars 2026.





GOUVERNANCE DE FORUS

La structure de gouvernance de Forus est conçue pour assurer un leadership fort de la part des membres et pour que les décisions soient prises en fonction des besoins et des priorités communs que nous pouvons traiter en tant que réseau.



Le Conseil de Forus est composé de 15 membres, avec une répartition régionale des sièges. Son rôle est d'assurer la mise en œuvre des décisions et de l'orientation stratégique et politique convenues lors de l'Assemblée Générale, ainsi que le bon fonctionnement de l'équipe dirigeante. Certaines des fonctions du Conseil sont déléguées au Bureau (ExCom), composé d'un président, de trois vice-présidents et d'un trésorier.

Pour en savoir plus sur notre gouvernance, cliquez [ici](#)

Le dernier renouvellement du Conseil a eu lieu lors de l'Assemblée générale de Forus en 2024, avec l'arrivée de cinq nouveaux membres : CODE-NGO (Philippines), Cooperation Canada, Red Encuentro (Argentine), UNNGOF (Ouganda) et VB Platforma (Lituanie).

AFRIQUE

- Burkina Faso - SPONG - Christelle Kalhoule (présidente)
- Ouganda - UNNGOF - Moses Isooba (vice-président)
- République démocratique du Congo - CNONGD - Rigo Gene Woyie



ASIE

- Cambodge - CCC - Putheary Sin
- CODE-NGO, Philippines - Sandino Soliman
- Népal - NGO Federation of Nepal - Arjun Bhattarai (vice-président)



AMERIQUE LATINE

- Argentine - Red Encuentro - Rolando Kandel (vice-président)
- Pérou - ANC - Josefina Huaman
- Honduras - ASONOG - José Ramon Avila



AMERIQUE DU NORD

- Canada, Cooperation Canada - Shannon Kindornay



EUROPE

- France - Coordination SUD - Jean-Marc Boivin
- VB Platforma - Lituanie - Justina Kaluinaite (trésorière)
- Slovénie - SLOGA - Max Žimani



MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

- Maroc - Espace Associatif - Abdelhakim Chafiai



PACIFIQUE

- Les pays membres ont choisi d'être représentés par leurs Coalitions Régionales PIANGO - Inia Barry Wickham

LE CONSEIL DE FORUS

66



Abdelhakim Chafiai
Maroc



Christelle Kalhoule
Burkina Faso



Inia Barry Whickam
Fidji



Arjun Bhattarai
Népal



Josefina Huaman
Pérou



Putheary Sin
Cambodge



Rigo Gene Woyie
République démocratique du Congo



José Ramon Avila
Honduras



Max Zimani
Slovénie



Sandino Soliman
Philippines



Shannon Kindornay
Canada



Jean-Marc Boivin
France



Justina Kaluinaite
Lituanie



Moses Isooba
Ouganda



Rolando Kandel
Argentine

SECRÉTARIAT DE FORUS

En 2025, l'équipe de Forus a accueilli 4 nouveaux collègues. L'équipe internationale décentralisée du Secrétariat de Forus est composée de personnes très dévouées qui facilitent les activités et travaillent pour soutenir les membres. Vous trouverez plus de détails sur notre site web [ici](#).



Sarah Strack
Directrice



Rémi Renon
Responsable administratif et
financier



Hugo Mussat
Chargé des finances et de
l'administration - partenariats



Arturo Cortés Barbabosa
Coordinateur - MEAL, Efficacité
Organisationnelle et Projets
Spéciaux



Isabella Camargo
Responsable du soutien aux
événements



Marie L'Hostis
Coordinatrice du plaidoyer



Ángela Alarcón
Coordinatrice de projet
(gouvernance numérique)



Elisa Lopez Alvarado
Coordinatrice de Projet
(Environnement Favorable)



Lena Muhs
Chargée de recherche du projet
EU-SEE



Dr. Jyotsna Mohan Singh
Responsable du plaidoyer



**Marianne Buenaventura
Goldman**
Coordinatrice de projet,
Financement pour le
développement



Paul-Gilbert Colletaz
Responsable de la Collecte de
Fonds



Jennifer Franco Rodriguez
Responsable de l'engagement
des membres et de la gestion
du réseau



Maria Elisa Novoa
Coordinatrice du renforcement
des capacités



Bibbi Abruzzini
Coordinatrice de la
communication et des
campagnes



Clarisse Sih
Coordinatrice de la
communication digitale

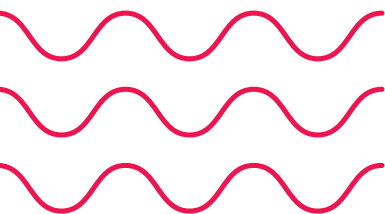


Sam Worthington
Membre senior

Les bailleurs de fonds de Forus en 2025

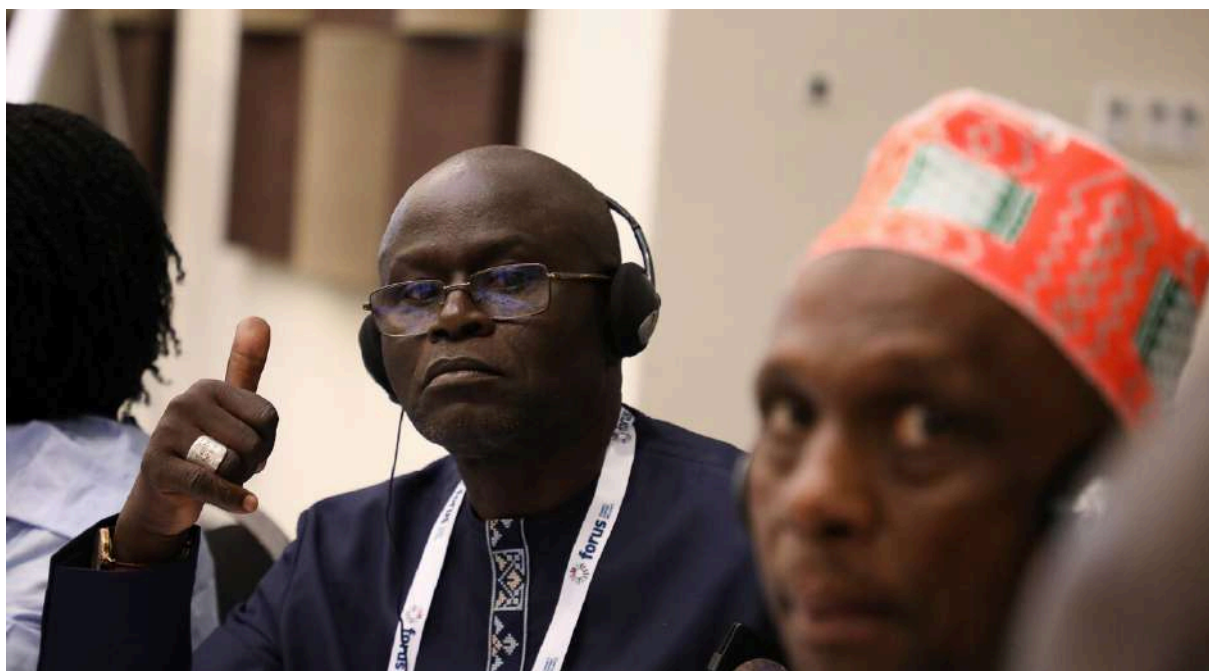
Nous tenons à remercier nos bailleurs de fonds pour leur soutien continu au travail du réseau Forus. Le soutien de nos partenaires historiques tels que l'Agence Française de Développement (AFD), la Fondation de France et la Direction de la Coopération Internationale de la Principauté de Monaco, est essentiel à la pérennité du réseau. Nous sommes également reconnaissants du soutien de l'Union européenne et d'Oxfam Hong Kong, qui ont permis à Forus de mettre en œuvre son travail de base, ainsi que de nouveaux projets en 2024, qui se sont poursuivis en 2025 et au-delà.





Les membres de Forus

Découvrez nos membres dans la liste qui suit!



COALITIONS RÉGIONALES

ADA - Asia Development Alliance, Asia

CONCORD - European NGO Confederation

for Relief and Development, Europe

MESA - Mesa de Articulación de Asociaciones Nacionales y Redes de ONGs de América Latina y el Caribe

PIANGO - Pacific Islands Association of Non-Governmental Organisations, Pacific

REPAOC - Réseau des Plate-formes nationales d'ONG d'Afrique de l'Ouest et du centre, West Africa

REPONGAC - Réseau des Plate-formes des ONG de l'Afrique Centrale, Central Africa

SAF-CNGO - Southern Africa Development Community Council of Non-Governmental Organizations, Southern Africa

PLATEFORMES NATIONALES

ABONG - Associação Brasileira de ONGs, Brazil

ACCIÓN - Asociación Chilena de ONG, Chile

AKÜ - Estonian Roundtable for Development Cooperation, Estonia

Alianza ONG - Alianza de Organizaciones No Gubernamentales, Dominican Republic

ANC - Asociacion Nacional de Centros de Investigacion, Promocion Social y Desarrollo, Peru

ANONG - Asociación Nacional de ONG, Uruguay

ASONOG - Asociación de organismos no gubernamentales, Honduras

BOCONGO - Botswana Council of NonGovernmental Organisations, Botswana

Bond - British Overseas NGOs for Development, the UK

BPID - Bulgarian Platform for International Development, Bulgaria

CANGO - China Association for NGO Cooperation, China

CCC - Cooperation Committee for Cambodia, Cambodia

CCIC - Canadian Council for International Co-operation, Canada

CCOAIB - Conseil de Concertation des Organisations d'Appui aux Initiatives de Base, Rwanda

CCOD - Conseil de Concertation des ONG de développement, Congo

CCONG - Confederación Colombiana de ONG, Colombia

CEPS - Citizens Engagement Platform SeychellesSeychelles

CID - Council for International Development, New Zealand

CILONG - Centre d'information et de Liaison des ONG, TCHAD, Chad

CIONGCA - Conseil Inter ONG de Centrafrique, Central African Republic

CNONGD - Conseil National des ONG de Développement, The Democratic Republic of the Congo

CODE-NGO - Caucus of Development NGO Networks, Philippines

CICSO - Cook Islands Association of NGOs, Cook Islands

Coordination Sud - Solidarité Urgence Développement, France

Coordinadora - Coordinadora de ONG de cooperación para el Desarrollo, Spain

CONGAC - Collectif des ONG Agréées du Cameroun, Cameroon

CONGAD - Conseil des ONG d'Appui au Développement, Sénégal

CONGCOOP - Coordinacion de ONG y Cooperativas, Guatemala

CSCI - Convention de la Société Civile Ivoirienne, Ivory Coast

Dóchas - The Irish Association of Non-Governmental Development Organisations, Ireland

EENGDD - Encuentro de Entidades No Gubernamentales para el Desarrollo, Argentina

Espace Associatif, Morocco

FCOSS - Fiji Council of Social Service, Fiji

FECONG - Fédération des Collectif d'ONG du Mali, Mali

FINGO - Finnish NGO Platform, Finland

FOND - Romanian NGDO Platform, Romania

FONGDD - Forum des ONG pour le Développement Durable, Guinea

FONG-STP - Federação das ONGs de Sao Tomé e Príncipe, Sao Tome & Principe

FONGTO - Fédération des ONG au Togo, Togo

FONGA - Foro das ONGs Angolanas, Angola

FORS - Czech Forum for Development Cooperation, Czech Republic

ForUM - Norwegian Forum for Development and Environment, Norway

Global Focus, Denmark

HAND - Hungarian Association of NGOs for Development and Humanitarian Aid, Hungary

INFID - International NGO Forum on Indonesian Development, Indonesia

InterAction, USA

JANIC - Japan NGO Center for International Cooperation, Japan

JOINT - League For NGOs in Mozambique, Mozambique

KANGO - Kiribati Association of NGOs, Kiribati

KCOC - Korea NGO Council for Overseas Development Cooperation, Korea

LAPAS - Latvijas Platforma attīstības sadarbībai, Latvia

Lithuanian NGDO Platform - Lithuanian National Non-Governmental Development Cooperation

Organisations' Platform, Lithuania

MACOSS - Mauritius Council of Social Service, Mauritius

NANGO - The National Association of Non-Governmental Organisations (NANGO), Zimbabwe

NFN - NGO - Federation of Nepal, Nepal

NNNGO - Nigeria Network of NGO, Nigeria

PDA - Pakistan Development Alliance, Pakistan

PFNOSCM - Plateforme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar, Madagascar

Plataforma ONGD - Plataforma Portuguesa das Organizações Não-Governamentais para o Desenvolvimento Portuguese Platform NGOD, Portugal

Plateforme belge des ONG de développement et d'urgence, Belgium

PLATONG - Plataforma das ONGs de Cabo Verde, Cape Verde

POJOAJU - Asociación de Organizaciones No Gubernamentales del Paraguay, Paraguay

SKOP - National Platform of Maltese NGDOs, Malta

SLOGA - Slovenian Global Action, Slovenia

SPONG - Secrétariat Permanent des ONG du Burkina Faso, Burkina Faso

Taiwan-Aid - Taiwan Alliance in International Development, Taiwan

TANGO - The Association of NonGovernmental Organizations, Gambia

TANGO - Tanzania Association of Non-Governmental Organizations

Uganda NGO Forum, Uganda

UNIDOSC, Mexico

UNITAS - Unión Nacional de Instituciones para el Trabajo de Acción Social, Red Unitas, Bolivia

UNNGOF - Uganda National NGO Forum Uganda

VANI - Voluntary Action Network India, India

ZCSD - Zambia Council for Social Development, Zambia

Forus est un réseau dirigé par ses membres, composé de **73 plateformes nationales d'ONG et de 7 coalitions régionales issues de tous les continents, représentant plus de 24 000 ONG** actives au niveau local et international dans les domaines du développement, des droits humains, de la justice sociale, des questions environnementales, etc.

Cette publication a été réalisée avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD), de la Fondation de France, de la Direction de la coopération internationale de la Principauté de Monaco, de l'Union européenne et d'Oxfam. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de Forus.

Nous tenons à remercier **les membres et le secrétariat de Forus** pour leur contribution au rapport annuel, ainsi que **Bibbi Abruzzini et Clarisse Sih pour la conception et la réalisation**. Nous souhaitons également remercier **Alain et Wendy Dubreuil**, ainsi que **David Helguera**, pour la traduction de ce rapport en français et en espagnol.

 [HTTP://FORUS-INTERNATIONAL.ORG/](http://forus-international.org/)

 CONTACT@FORUS-INTERNATIONAL.ORG

 X: [@FORUS_INT](https://twitter.com/FORUS_INT)

 FACEBOOK : [FORUS INTERNATIONAL](https://www.facebook.com/forusinternational)

 INSTAGRAM : [FORUSINTERNATIONAL](https://www.instagram.com/forusinternational)

 [YOUTUBE](https://www.youtube.com/forusinternational)

 [LINKEDIN](https://www.linkedin.com/company/forusinternational)

 [BLUESKY](https://bsky.app/profile/forusinternational)



Funded by
the European Union

